

Jean Jacqmain

**Connaitre
le Luxembourg**



Jean Terive

**La Conférence
des partis
communistes
d'Europe**

Jean Blume

**Mao Tsé-Toung
et le mouvement
ouvrier**

**CAHIERS
MARXISTES**

revue mensuelle

Nouvelle série — N° 29 (48)

7^{me} année — novembre 1976

Sommaire

Rosine Lewin Après le 10 octobre	p. 1
Jean Terfve La conférence de Berlin des partis communistes et ouvriers d'Europe	p. 8
Jean Blume Mao Tsé-Toung et le mouvement ouvrier	p. 15
Jean Jacquemain L'exotisme à la portée de toutes les bourses : La province de Luxembourg	p. 27
Jacques Aron Architecture et société	p. 39
En diagonale Le contrat d'emploi — Fautes de gestion — Le dossier nucléaire — Forum sur la République fédérale allemande	p. 44

Comité de patronage : Edmond Dubrunfaut, Robert Dussart, René Noël, Willy Peers, Roger Somville, Jean Terfve

Comité de rédaction : Jacques Aron, Jean Blume, Francis Chenot, Augustin Duchateau, Pierre Joye, Rosine Lewin, Jacques Moins, Jacques Nagels, Claude Renard, Christian Vandermotten, Jean-Paul Vankeerbergen

Rédacteur en chef : Rosine Lewin

Edité sous le patronage de la Fondation Joseph Jacquemotte

Après le 10 octobre

Manifestations contre les circulaires Humblet-De Croo, débrayages et manifestations en série des sidérurgistes contre les licenciements, occupations d'usines menacées de fermeture, mobilisation des appointés pour empêcher des coups de couteau dans le contrat d'emploi, grèves contre les cadences meurtrières du travail ou pour défendre les libertés syndicales : le rythme des actions ouvrières contre les effets de la crise n'a pas été affecté par les élections communales.

Comment en serait-il autrement, puisque la politique gouvernementale qui vise précisément à endosser aux masses le coût de la crise n'a pas changé après le 10 octobre ? De fait, le scrutin communal, qui n'a pas assuré le succès de la gauche dont le pays a besoin, permet au gouvernement Tindemans de se maintenir en place et de poursuivre sa politique (1).

Ce constat ne fait que déplacer une question essentielle : pourquoi les travailleurs qui débrayent et manifestent contre le chômage et l'inflation, pourquoi les enseignants et les parents d'élèves qui s'opposent aux agressions contre l'école, pourquoi les ménagères et les pensionnés qu'angoisse la hausse des prix, pourquoi tous ceux-là n'ont-ils pas utilisé l'occasion du 10 octobre pour donner un

(1) S'il a procédé très rapidement à un remaniement ministériel pour permettre à deux de ses collègues de se préparer à une charge majeure, le Premier ministre a plutôt accentué le caractère conservateur de son équipe : Luc Dhoore, CVP catalogué « technocrate » remplace Placide De Paepe, CVP catalogué « représentant du Mouvement ouvrier chrétien » au département de la Prévoyance sociale : M. Kempinaire, connu pour son hostilité au mouvement syndical, remplace le PVV D'Haeseleer à la Fonction publique; Mark Eyskens, administrateur de l'Union Chimique et co-auteur du rapport Van Houtte, devient secrétaire d'Etat à l'Economie régionale, à l'Aménagement du territoire et au Logement.

avertissement au gouvernement ? En d'autres termes, comment se fait-il que le mécontentement réel du mouvement ouvrier s'exprime si imparfaitement sur le plan politique ? Ou encore comment se fait-il qu'une très grande partie des électeurs ne perçoivent pas le lien qui existe entre les effets de la crise — effets clairement perçus, ceux-là, et même combattus — et la politique gouvernementale ?

UNE NOUVELLE BELGIQUE COMMUNALE

Avant de tenter d'apporter à cette question de premiers éléments de réponse, il nous faut dessiner les contours de la nouvelle Belgique communale, que 6,6 millions d'électeurs ont contribué à modeler.

On a assez répété que la fusion de 2.359 communes en 596 nouvelles entités rendait malaisées les comparaisons entre les élections de 1970 et celles de 1976 : non seulement le découpage géographique est différent, les nouvelles entités regroupant souvent des communes rurales autour d'un noyau très urbanisé, mais en 1976 les listes de partis ont eu tendance à se substituer à des listes de type « intérêts communaux ». En dépit de la difficulté objective à effectuer des comparaisons, quelques certitudes émergent du scrutin.

La première, c'est que les trois régions ont voté de manière différente. Ce constat rend plus impératif encore l'accomplissement, sagement différé, d'une régionalisation véritable, donnant des pouvoirs effectifs autant à la région bruxelloise qu'à la Wallonie et à la Flandre.

En Wallonie, le PSB enregistre des succès parfois importants, sauf au Brabant wallon, où il recule; les maïorats de villes comme Liège, Charleroi, La Louvière, Mons, Tournai, Verviers, Namur, Huy lui sont acquis. Ces succès vont de pair avec un progrès des listes communistes ou soutenues par le PC, qui totalisent 57 élus. A Mons cependant, la liste UDP perd du terrain, tout en conservant six élus.

Mais le PSC peut lui aussi se flatter d'avancer en Wallonie, notamment à Liège, à Mons et dans le Brabant wallon, encore qu'il subisse un échec à Arlon. M. Gramme, qui vient de succéder à Charles-Ferdinand Nothomb à la présidence du PSC, et dont les inclinaisons pour le CEPIC (Centre politique des indépendants et cadres) sont bien connues, aura acté sans déplaisir que la liste Démocratie chrétienne « dissidente » de Marc Delbovier à Liège n'a recueilli aucun élu. Même des mandataires du MOC restés dans le giron du PSC tels André Magnée à Oupeye et Victor Barbeaux à Ciney, ont subi un échec.

L'avance globale du PSC en Wallonie semble s'être effectuée aux dépens du PLP et surtout du Rassemblement Wallon, deux autres partis de la coalition gouvernementale. Et le recul du RW a amené le président de cette formation à convoquer un congrès doctrinal de « retour aux sources », où la réaffirmation de l'option fédéraliste risque fort de mettre en porte à faux les ministres Perin, Gol et Knoops.

En Flandre, c'est le CVP qui est le vainqueur de la compétition, surtout en Flandre occidentale et au Limbourg. S'il perd le maïorat de Bruges, il décroche celui des autres grands centres. Le PVV (homologue flamand du PLP) plafonne, sauf à Gand et Alost, où il

avance; la Volksunie recule légèrement dans l'ensemble, sauf à Anvers et St-Nicolas. Le recul des socialistes est général et plus marqué, particulièrement à Anvers. Les listes communistes ou soutenues par le PC enregistrent une légère avance, ce qui leur vaut trois sièges, mais ne permet pas de garder un élu à Anvers.

A Bruxelles, les listes communistes enregistrent partout une avance (de 0,5 à 2,5%), et deux sièges (Bruxelles et Anderlecht) sont enlevés. La grande surprise dans la capitale est constituée par le succès marqué du Front des francophones (FDF), qui avance globalement de quelque 5 % par rapport à 1970. Le PSB perd de gros paquets de voix dans ses « citadelles » de Molenbeek, Anderlecht, St-Gilles et St-Josse, et ces pertes ne sont pas compensées par des gains à Bruxelles-ville, Forest ou Uccle. Toujours dans la capitale, le PSC — et notamment la liste conduite par M. Vanden Boeynants — et les libéraux perdent dans l'ensemble environ quatre pour cent de leurs électeurs. Les listes flamandes, qui regroupaient des « Rode Leeuwen » à côté du PVV, du CVP et de la Volksunie, ont drainé environ 7 % des voix.

Au-delà de ces données, il importe de voir comment se sont effectuées les alliances pour les collèges échevinaux.

A cet égard, la caractéristique dans l'agglomération bruxelloise, c'est la volonté des partis traditionnels de reléguer, partout où ils le peuvent, le FDF dans l'opposition, même s'il est devenu le parti le plus important de la commune. C'est le cas à Bruxelles, Forest et Uccle, où des collèges PSC-PSB-PL sont constitués, le bourgmestre étant socialiste dans la deuxième de ces communes, libéral dans les deux autres. A Etterbeek, Schaerbeek, Woluwé-St-Pierre, le FDF renforce sa majorité; il la conquiert à Auderghem et à Woluwé-St-Lambert.

En Wallonie, le PSB qui se présente non sans raisons comme le grand gagnant du scrutin, a multiplié les alliances avec la droite. A Liège-ville, où un préaccord électoral avait été conclu entre les socialistes et le PLP, ce préaccord a été respecté. A Mons, Abel Dubois a choisi de s'unir avec le PSC, alors qu'il pouvait disposer d'une majorité confortable avec l'UDP. A Tournai, le PSB a préféré s'unir au PSC, renonçant ainsi à poursuivre l'expérience de l'union de la gauche dans le cadre d'un cartel, pourtant possible avec les libéraux. Seule exception : le cas du Rœulx, où le PSB a conclu une alliance avec l'UDP, à laquelle revient d'ailleurs la charge de bourgmestre.

QUESTION-CLE

Mais revenons à notre question-clé : pourquoi le mécontentement suscité par la politique d'austérité du gouvernement, mécontentement vérifiable chaque jour, ne s'est-il pas exprimé plus nettement dans les choix d'une partie importante du corps électoral ?

Première d'une série de raisons : les partis gouvernementaux — avec les puissants moyens d'information et de pression dont ils disposent — se sont efforcés d'étriquer la portée des élections. Si leurs porte-parole ont parfois dû concéder que la crise pèse sur tous les aspects de la vie économique, sociale et politique, leur

discours tendait pour l'essentiel à limiter l'enjeu du scrutin : il s'agissait d'élire de bons gestionnaires compétents et dévoués. N'est-ce pas le bon sens même : les élections communales ne sont pas des élections législatives, et il est malséant de mélanger les plans. De bonne foi, des électeurs ont même cru être « manipulés » par ceux qui, au cours de la campagne électorale, soulignaient l'importance décisive de choix politiques à l'échelle de l'Etat.

Pour le surplus, on peut croire que, même durement ressentis, les effets de la crise ne sont pas toujours attribués à l'action gouvernementale. Au contraire, dirions-nous, puisque pour un nombre respectables de Belges — nous pensons en particulier à l'électorat du CVP — il est admis que la crise est due à des causes extérieures et que M. Tindemans fait de son mieux pour en protéger ses concitoyens. C'est évidemment ce que professe la presse de droite, y compris les journaux de droite destinés à la consommation populaire.

Un autre raisonnement a été tenu par les partis de l'opposition : le PSB, le PCB, le FDF et la Volksunie.

Le parti socialiste a mené sa campagne électorale en mettant en cause la politique gouvernementale — de la loi sur les fusions de communes jusqu'aux récentes mesures contre l'école, en passant par la régionalisation « expérimentale et provisoire » et le chômage. S'il est vrai qu'il n'existe qu'un parti socialiste à l'échelle du pays, il est notoire cependant que l'élan et la tonalité de la campagne ont été différents en Wallonie, en Flandre, à Bruxelles. De plus, les personnalités qui incarnent le courant participationniste du PSB — Simonet, Leburton, Spitaels — n'ont jamais caché leur appétit ou leur nostalgie du pouvoir. L'âpreté des critiques contre la politique de crise a donc été variable selon les lieux.

Pour le surplus, et c'est à nos yeux capital, sauf sur le plan de la réforme institutionnelle — le PSB n'a pas présenté (et ne présente pas) d'alternative claire à la politique d'austérité. Mieux gérer la crise, la gérer avec plus de compétence, plus de savoir-faire, avec une meilleure connaissance du mouvement ouvrier — en se référant à l'exemple ouest-allemand — telle a été, globalement, la perspective offerte à l'électorat. Le retour des socialistes au gouvernement, dont il est beaucoup question dans les milieux du PSB, n'a jamais (du moins à notre connaissance) été subordonné à l'exigence de réformes précises sur les plans économique et social.

Est-il absurde d'imaginer que ce manque de fermeté et de clarté — plus apparent en Flandre qu'en Wallonie, et plus évident à Bruxelles dans les vieux fiefs municipaux qu'ailleurs — ait détourné des électeurs d'un vote en faveur du PSB ? Nous ne le pensons pas.

Dans cette perspective cependant, il eût été logique que ces électeurs « radicaux » donnent leur confiance au PCB. Or, ce n'est que très partiellement vrai. Essayons de comprendre pourquoi.

Depuis de longs mois, les communistes s'efforcent de gagner les masses à l'idée qu'il existe une alternative à la politique d'austérité imposée par le gouvernement Tindemans. Cette idée est neuve. Elle est radicalement anticonformiste et antiréformiste. Elle prend le contre-pied de l'idéologie distillée par la classe dominante, et selon laquelle la crise, fatale et universelle, requiert un « partage des sacrifices ». Non, montrent les communistes, la crise ne sévit pas

partout, elle n'est pas fatale, et le remède consiste à imposer des sacrifices aux masses populaires aggrave le mal. Par contre, il est possible, à partir des luttes menées contre les effets de la crise, d'unir les masses pour sortir de la crise — d'unir les masses sur un programme politique audacieusement antimonopoles, dont elles seraient elles-mêmes le maître d'œuvre.

Est-il étonnant que pareil projet, porté par un petit parti, ne bénéficie pas encore d'une crédibilité suffisante ? Ce n'est pas la combativité du mouvement ouvrier qui est ici en cause. Elle a déjà fait échouer maintes ambitions patronales. Mais tant qu'il manquera aux nombreuses actions en cours une dimension interprofessionnelle et un prolongement politique globalisateur, leur force de frappe restera limitée. La confiance d'une fraction non négligeable de syndiqués chrétiens envers le Premier ministre, confiance sur laquelle veille Jef Houthuys — le manque d'action du parti socialiste pour appuyer les luttes de la FGTB, sont parmi les facteurs qui freinent l'avancée politique du mouvement ouvrier.

Or, de l'autre côté de la barricade, le pouvoir dispose d'armes bien fourbies et d'une longue expérience. Il a montré dans la bataille contre les manipulations de l'index qu'il savait se servir des unes et de l'autre. Sans doute, le gouvernement et la Fédération des Entreprises de Belgique avaient-ils été surpris en septembre par l'ampleur de la réplique ouvrière aux décisions du ministre Herman : les manipulations de l'index, portant atteinte à la fois à un principe et au pouvoir d'achat, avaient en effet soulevé une vaste mobilisation sous l'égide du front commun syndical. Cette mobilisation et l'élan qui la soutenait ont été brisés par le compromis du 15 septembre, signé par le gouvernement, le patronat et les organisations syndicales. Certes, on ne saurait mener des luttes sociales sans conclure de compromis; encore faut-il voir si celui du 15 septembre n'a pas servi davantage la droite que le mouvement ouvrier. En tout état de cause, il a suscité chez les travailleurs mobilisés déception, amertume et parfois colère. Il a fait reculer la confiance dans l'action. Au-delà de l'économie de sept milliards que le compromis représentait pour le gouvernement, c'est évidemment cela surtout que visaient le grand capital et la droite. Et nous sommes convaincus que la blessure causée par le compromis du 15 septembre a eu des conséquences sur le scrutin du 10 octobre.

Nous avons rappelé cet épisode pour indiquer à quels écueils se heurte le projet communiste d'une alternative à la politique de crise.

Par ailleurs, ce qui continue à jouer contre le PCB, c'est l'argument de « la voix perdue ». En deçà d'un certain seuil, un parti politique est considéré par certains comme inefficace, impuissant. Nous pensons — et bien sûr, on pourra nous suspecter d'être subjectifs — qu'en raisonnant de cette manière, on enferme la gauche dans l'impasse réformiste. Il s'agit précisément pour le parti communiste de dépasser ce seuil pour agir plus efficacement contre la droite et le grand capital, pour unir les masses en combattant le courant réformiste qui demeure puissant dans le parti socialiste comme dans le mouvement ouvrier chrétien.

Au demeurant, les partis gouvernementaux, le FDF mais aussi le PSB, font tout ce qu'ils peuvent pour perpétuer un système élec-

toral qui alimente l'argument de « la voix perdue ». En exigeant beaucoup plus de voix pour le premier siège à conquérir que pour le cinquième ou le dixième, le système actuel favorise les grandes formations. Quand le groupe parlementaire communiste a proposé à la Chambre que le principe de la représentation proportionnelle des sièges, d'application pour les élections provinciales et législatives, le soit aussi au niveau communal, le PSB s'y est opposé, avec les autres partis.

Quant à l'opposition menée par le Front des Francophones, elle est ambiguë d'abord dans la mesure où ce parti reste associé au Rassemblement wallon, dont plusieurs dirigeants assument des responsabilités ministérielles. Même si le FDF s'est prudemment distancé de son frère wallon, jamais les ponts n'ont été coupés, et le groupe parlementaire, par exemple reste le groupe FDF-RW.

Sur le terrain bruxellois, le FDF s'est confondu pendant les derniers mois sinon les dernières années, avec l'agitation menée autour des guichets de Schaerbeek. Pour rappel, c'est l'instauration en 1971 à l'administration communale de Schaerbeek, par le bourgmestre FDF Roger Nols, de guichets séparés pour administrés néerlandophones, qui a mis le feu aux poudres. Ce feu a été généreusement (providentiellement, devrait dire M. Nols) attisé par le Taal Aktie Komitee (TAK) spécialiste des « descentes flamandes sur Bruxelles », organisées par des troupes de choc auxquelles se mêlaient volontiers les néofascistes du Vlaams Militanten Orde.

A deux reprises, le Conseil d'Etat s'est prononcé sur la pratique des guichets séparés, déclarée illégale (*). Les menées du TAK ont puissamment aidé le FDF à apparaître comme le défenseur du droit et de la région bruxelloise alors que M. Nols avait violé les lois sur l'emploi des langues dans la capitale. Mais le FDF a su élargir le succès que lui valait cette démagogique « fermeté antiflamande » en liant le problème linguistique au problème de l'emploi et en combattant la politique des ministres de l'Education nationale. Alors qu'il a toujours ménagé les vrais responsables de la crise, il a pour une large catégorie de Bruxellois — enseignants et fonctionnaires — pris figure d'opposant à un gouvernement mené par M. Tindemans, mandataire CVP (mais comptant de vaillants Wallons comme François Perin ou Jean Gol, du RW...). Si on n'est pas à une contradiction ou à une équivoque près au FDF, nous aurions tort, pensons-nous, de ne pas voir que les problèmes non résolus sur le plan communautaire suscitent des abcès parfois purulents. Ces abcès ont permis au FDF de dévier à son profit un courant d'opposition à la politique gouvernementale.

MENER L'OFFENSIVE

Les résultats des élections communales ont relancé le « dialogue de communauté à communauté » promis par le gouvernement, mais qui avait été ajourné pour échapper à un climat électoral que l'on craignait dépourvu de sérénité. La concertation des partis politiques sur le plan des trois régions a donc repris.

(*) Les lois coordonnées de 1966 sur l'emploi des langues consacrent le principe d'une langue par région, le français en Wallonie et le néerlandais en Flandre, mais celui d'un certain bilinguisme des agents des services publics dans la capitale.

Les communistes ne sont pas seuls à proposer qu'à une régionalisation - bidon se substitue enfin une régionalisation effective, mettant en place dans les trois régions une assemblée élue au suffrage universel, et un Exécutif responsable devant l'assemblée. Dans l'esprit du fédéralisme démocratique, ces pouvoirs régionaux devraient disposer, par le biais des Sociétés de développement régional, de pouvoirs et de moyens pour créer, prendre en charge ou soutenir des entreprises viables utiles à la région et pourvoyeuses d'emplois.

Car la conquête d'une régionalisation véritable passe par la lutte contre le pouvoir du grand capital. Et cette lutte s'impose de manière plus impérative encore après le 10 octobre. De nouvelles menaces n'ont pas tardé à se préciser contre les acquis sociaux et le niveau de vie des travailleurs : douze milliards à combler dans le domaine de l'assurance maladie-invalidité, chômage partiel généralisé des appointés dans certains secteurs industriels — tandis que s'élève encore le nombre des chômeurs complets et que les économies déjà décidées au détriment de l'école (à tous les niveaux et dans tous les secteurs) font l'objet d'une concertation-étouffoir.

En joignant au texte de la loi-programme et de l'exposé général du budget pour 1977 le rapport Van Houtte, le gouvernement montre bien où se trouvent ses cautions « morales ». En effet, ce rapport, qui sous couvert d'une technicité objective, constitue un certificat de complaisance pour la politique d'austérité, est l'œuvre d'une brochette d'administrateurs de trusts — M. Jean Van Houtte, président de Cobepa et d'Electrobel, administrateur d'UCO; M. Eugène de Barys, président de la Sodemeca (Cobepa) et administrateur d'Intermills. Mark Eyskens, administrateur de l'Union chimique belge et de deux compagnies d'assurances du groupe de la Société Générale; M. Robert Henrion, président du comité de direction de la Société Générale de Banque; M. Robert Vandeputte, administrateur de Bayer Antwerpen. S'y sont joints deux hauts fonctionnaires appartenant au PSB.

C'est contre l'orientation cautionnée par le rapport Van Houtte qu'il importe de mener l'offensive : car s'il est vrai que les monopoles et les multinationales ont intérêt, comme le recommandent le rapport Van Houtte et le gouvernement, à protéger la grosse fraude fiscale, à tailler dans les dépenses sociales à condamner l'idée d'un impôt à charge des gros revenus, bref à endosser la crise aux masses populaires, cette politique barre toute issue à la crise. Elle est antipopulaire et antinationale.

Or, il existe une issue démocratique à la crise, une issue qu'aucune baguette magique ne pourra certes mettre en œuvre. Elle postule en effet une lutte globale du mouvement ouvrier et démocratique contre les effets de la crise et, prenant appui sur ces luttes, le regroupement des forces progressistes porteuses d'un projet politique nouveau et élaboré en commun. D'un projet politique destiné à porter des coups aux trusts, aux spéculateurs, aux multinationales, à la grosse fraude fiscale, afin de dégager le pays de l'emprise du grand capital et de réorienter fondamentalement la politique économique et générale.

L'idée est là. Mais, comme disait si bien Marx, les idées deviennent une force quand les masses s'en emparent...

La Conférence de Berlin des partis communistes et ouvriers d'Europe

La publication de cet article consacré à la Conférence des partis communistes et ouvriers qui s'est tenue à Berlin les 29 et 30 juin derniers a été retardée par suite de la publication du numéro spécial des « Cahiers » consacré à l'université.

Ce retard est sans importance. Peut-être a-t-il permis de mieux décanter les problèmes et de mieux apprécier l'importance et les enseignements d'une conférence qui marque une date dans l'histoire du mouvement communiste international.

Le Parti communiste de Belgique a donné une appréciation positive des résultats de cette conférence. Il l'a fait dans la déclaration de sa délégation à la conférence elle-même. L'orientation de cette déclaration a été approuvée en conclusion de la réunion du Comité central du 27 septembre.

Nous pensons qu'il est utile pour le parti lui-même aussi bien que pour tous ceux, alliés potentiels et adversaires, qui se sont intéressés à la conférence de Berlin, de connaître les raisons de notre appréciation positive.

En effet non seulement la conférence mais aussi sa préparation qui a duré environ vingt mois ont fixé l'attention du monde politique et du parti.

Manifestement la longueur exceptionnelle des travaux préparatoires et les difficultés qu'ils ont soulevées avaient fait naître chez nos adversaires les espoirs d'un échec. Ils ont cru à l'impossibilité

de tenir une conférence et même à l'éventualité d'une désagrégation du mouvement communiste européen et d'une rupture entre certains partis de l'Europe occidentale et les partis au pouvoir dans les pays de l'Europe de l'Est.

Notons d'ailleurs que la tenue de la conférence n'a pas mis fin à ces supputations et que les espoirs d'un ébranlement fondamental du mouvement perdurent.

Au sein même de notre parti des questions, à juste titre, se sont posées, des inquiétudes se sont manifestées. Elles n'ont pas toujours été exposées de façon systématique et ordonnée, elles se sont fait jour à travers des discussions et des interrogations sur les causes réelles des difficultés, sur l'appréciation de l'ampleur de celles-ci, sur les perspectives que l'on pouvait attendre des travaux préparatoires et de la conférence elle-même.

C'est pourquoi, dans ce contexte, la rapidité avec laquelle se sont achevés les ultimes travaux préparatoires et la tenue immédiate de la conférence quelques jours après la fin des travaux ont constitué un premier élément positif. Il coupait court aux spéculations de l'adversaire, mettait fin aux inquiétudes diffuses qui étaient apparues dans nos rangs. Il signifiait que l'ensemble des participants à la conférence avait pris conscience des dangers et qu'ils entendaient les écarter par une manifestation spectaculaire d'entente et d'unité. A joué dans la même préoccupation et le même esprit l'importance de la participation : étaient présents à Berlin les représentants de tous les partis communistes et ouvriers d'Europe, à l'exception du parti albanais — dont d'ailleurs la participation n'était imaginable pour personne.

Par contre étaient là les représentants de la Ligue des communistes de Yougoslavie qui, après dix-sept années d'éloignement venaient reprendre leur place au sein d'une Conférence des partis communistes et ouvriers. Il en était de même pour les délégués du parti communiste des Pays-Bas qui pourtant s'étaient volontairement tenus éloignés des travaux préparatoires. La présence de l'un et de l'autre est apparue comme le signe de l'importance qu'ils attribuaient à la conférence et de leur volonté de participer dans les conditions politiques présentes à une manifestation de cohésion du mouvement international.

Un troisième élément positif réside dans le niveau de la participation. Chacun des partis était représenté par des délégations importantes, déléguées en général par les figures les plus représentatives de leur direction. Citons à titre d'exemples les camarades Léonide Brejnev pour le PCUS, Gierak pour la Pologne, Ceausescu pour le Parti communiste roumain, le Maréchal Tito pour la Yougoslavie, les camarades Berlinguer et Georges Marchais pour les partis italien et français. Cette présence des dirigeants les plus qualifiés des partis ne peut être considérée comme rituelle ou fortuite; elle constitue une manifestation délibérée.

On peut également considérer comme un fait politiquement positif la volonté de la conférence d'axer ses travaux sur un thème essentiel unique : les problèmes de la sécurité, de la détente et du désarmement en Europe, en établissant d'ailleurs la liaison avec la nécessité et les possibilités des actions en divers domaines. J'y ajoute le souci manifesté de ne pas dégager des lignes d'action et

des perspectives pour les seuls communistes mais de les proposer à l'ensemble des forces démocratiques et progressistes d'Europe. En agissant ainsi la conférence a mis l'accent sur ce qui est l'objectif politique dominant du moment et donne à la politique d'ouverture vers tous les milieux soucieux d'organiser la sécurité et de consolider la détente un poids supplémentaire.

Pour le surplus la conférence a dépassé le stade des déclarations générales d'intentions, elle a élaboré dans la seconde partie du document final un programme précis et concret de tout ce qu'il est possible d'entreprendre pour marquer progressivement des pas et tendre à la réalisation des objectifs qui ont été tracés.

La question a été posée de savoir s'il était juste pour une conférence des partis communistes et ouvriers de limiter son ordre du jour à la seule question de la sécurité, de la détente et du désarmement en Europe. Pour y répondre il faut voir les rétroactes de la préparation de la conférence. Les premières réunions de Varsovie et de Budapest se sont tenues durant la période d'achèvement des travaux de la Conférence de Helsinki. Dès ce moment il était clair que si Helsinki constituait un événement politique de première importance, il n'était pas de nature à régler immédiatement les problèmes posés. Il allait constituer la base de départ d'un processus dont la réalisation s'étalerait nécessairement sur une longue période et réclamerait un effort tenace et continu en raison des oppositions qui ne manqueraient pas de se manifester sous les formes les plus diverses. Dès lors il était juste d'élaborer les grandes lignes d'une stratégie applicable par chaque parti communiste et susceptible de fournir une base à des actions communes ou concrètes avec d'autres forces démocratiques et progressistes.

D'autre part, dès les premières réunions préparatoires il était apparu que si une entente paraissait aisément réalisable sur les objectifs de détente et de paix, il était manifestement plus malaisé de dégager un consensus de départ commun sur une série d'autres questions liées à la situation dans les pays occidentaux à la crise du capitalisme monopoliste d'Etat, aux perspectives et aux mécanismes des alliances.

Ainsi par exemple des divergences parfois très poussées se sont manifestées en ce qui regarde les appréciations sur la Communauté Economique Européenne, sur son inéluctabilité, sur ses perspectives. Il en était de même pour les possibilités réelles d'alliances dans certains pays — en raison de la diversité des composantes de leurs orientations et des rapports de force existant entre elles.

En réalité la variété des situations politiques et sociales existant dans les pays de l'Europe occidentale prenait toute sa signification et faisait apparaître les extrêmes difficultés qu'il y avait à dégager des orientations communes ou convergentes valables pour l'ensemble des partis.

Dans ces conditions il était indispensable de dégager ce qui pouvait constituer un dénominateur commun. Celui-ci se situait essentiellement sur les problèmes de détente et de sécurité.

Toutefois un facteur nouveau est intervenu au cours des travaux préparatoires, c'est la durée de ceux-ci et leur étalement sur plus d'une année. Il était la conséquence de l'apparition d'une série de problèmes dont nous parlerons dans la suite de cet article.

Ces problèmes n'étaient pas inattendus, mais il n'était pas prévu qu'ils joueraient un rôle important dans le cours de la préparation de la conférence et qu'ils devraient être abordés pour permettre la tenue de celle-ci.

Du coup la liaison étroite dans le temps entre la Conférence d'Helsinki et la Conférence de Berlin s'est distendue ce qui rendait moins évidente la légitimité de la limitation de l'ordre du jour.

D'autant que durant l'année consacrée à la préparation on a assisté à une aggravation de la crise fondamentale sévissant dans la plupart des pays de l'Europe capitaliste. Les problèmes de l'inflation, de la crise monétaire, de l'emploi, de la politique d'austérité ont pris une importance accrue et apparaissaient comme la préoccupation dominante des travailleurs des pays occidentaux. Dès lors, la limitation des objectifs de la conférence peut sembler anormale et quelque peu artificielle.

Les masses directement concernées par les graves effets de la crise sont en droit de s'étonner qu'une Conférence européenne des partis communistes et ouvriers réunie dans les conditions présentes, relègue au second plan les problèmes économique-sociaux.

Cette situation a été perçue au cours des travaux préparatoires. Des tentatives ont été faites pour y remédier. Elles n'ont que très partiellement réussi. On s'est rendu compte d'ailleurs qu'un élargissement des objectifs de la conférence risquait non seulement d'allonger démesurément les préparatifs de celle-ci mais de rendre sa tenue aléatoire. On s'est rangé à l'évidence. Cependant on se trouve en présence d'une carence indéniable. Elle devra être surmontée dès que possible en trouvant les formes appropriées. Celles-ci ne consistent pas nécessairement dans la tenue d'une nouvelle conférence. Elles peuvent se situer dans le cadre d'une série de contacts bilatéraux, multilatéraux ou régionaux en tenant compte de la spécificité des problèmes et de la diversité des situations.

Dans le cours du développement de ses travaux, la Commission préparatoire s'est trouvée confrontée avec une série de problèmes dont l'examen et la discussion se sont révélés indispensables pour permettre la tenue même de la Conférence.

En réalité ce n'étaient pas des problèmes nouveaux, ils étaient posés depuis un temps déjà à l'échelon de divers partis, ils soulevaient de nombreuses controverses, ils étaient évoqués dans des discussions internes parfois même dans des contacts bilatéraux mais jusqu'à présent ils n'avaient pas été soumis à un examen d'ensemble.

Essentiellement les questions posées se rapportent :

- à la diversité des voies dans l'approche du socialisme,
- à la nécessité pour chaque parti de pouvoir aborder en toute liberté et indépendance la recherche et la détermination des voies qui lui paraissent les plus favorables en tenant compte des situations propres de son pays, de ses traditions historiques et des rapports de force sociaux qui s'y développent,
- à l'incidence de ces orientations sur la cohésion du mouvement communiste et ouvrier international et sur le maintien des liens de solidarité internationale au sein de celui-ci,
- à la conception de l'internationalisme prolétarien,

— aux problèmes de la critique interne et de l'attitude à adopter en présence de divergences non encore surmontées.

L'abord de ces problèmes d'une importance essentielle dans le cadre d'une réunion internationale des partis a provoqué une discussion extrêmement large. Elle a conduit à un véritable affrontement d'idées et de conceptions, revêtant parfois des formes d'une grande âpreté.

A l'expérience, cette discussion révèle un contenu d'une grande richesse et d'une importance extrême pour l'ensemble du mouvement.

Elle marque une rupture avec un certain formalisme excessif, avec certaines manifestations d'unanimité plus apparente que réelle. Elle ouvre la voie à de véritables confrontations d'opinions, aux efforts de compréhension mutuelle, aux recherches d'idées neuves, à une analyse plus approfondie de situations objectives nouvelles qui interviennent et à la juste appréciation des orientations qui en découlent.

Il y a eu au cours des travaux de préparation de la conférence un effort de renouvellement des méthodes de discussion, effort qui devra encore être adapté et approfondi.

Mais dès à présent, un progrès sérieux est acquis. L'essentiel réside toutefois dans les résultats qui se dégagent de cette discussion et de la reconnaissance dans un document accepté par tous de certaines orientations fondamentales du mouvement.

La première est la synthèse établie entre la nécessaire indépendance souveraine de chaque parti et le maintien des liens de solidarité internationaliste entre les composantes du mouvement.

Le texte de la déclaration est sans ambiguïté. Il est utile de le reproduire : *les partis participant à la Conférence développeront leur coopération et leur solidarité internationalistes, fraternelles et volontaires sur la base des grandes idées de Marx, Engels et Lénine tout en préservant strictement l'égalité et l'indépendance souveraine de chaque parti, la non-ingérence dans les affaires intérieures, tout en respectant le libre choix de différentes voies dans la lutte pour des transformations sociales progressistes et pour le socialisme* ».

Soulignons le remplacement de la formule ancienne « internationalisme prolétarien » par la notion de « coopération et solidarité internationalistes fraternelles et volontaires ».

Contrairement à certaines affirmations il n'y a pas là un abandon de tout ce qu'il y avait d'essentiel dans la notion de l'internationalisme prolétarien dont la nécessité subsiste à un moment où précisément la vie politique, économique et sociale a tendance à s'internationaliser davantage encore dans ses orientations et même dans ses structures. Il y a l'écartement d'un terme chargé d'un contenu négatif par suite de l'application contestable qui en fut faite dans certains endroits et en certaines circonstances; nous pensons à la Yougoslavie en 1948 et à la Tchécoslovaquie en 1968 bien que sur ce dernier cas l'unanimité d'appréciation soit encore très loin d'être réalisée.

Soulignons aussi la reconnaissance de la liberté de choix dans la recherche des voies diverses pour les transformations sociales progressistes et pour le socialisme. Ceci écarte la notion du modèle

idéal valable en tous lieux et toutes circonstances, la tendance à l'application de schémas élaborés dans des conditions de périodes et d'endroits fondamentalement différents.

Cette reconnaissance porte un coup sérieux aux tendances dogmatiques.

De fait, elle entraîne pour chaque parti des responsabilités nouvelles, les contraint à un approfondissement de leur formation idéologique, à une étude minutieuse des réalités nouvelles avec lesquelles ils sont confrontés, à une recherche permanente à travers le développement continu de la lutte des classes des facteurs constants et des éléments variables qui s'y manifestent.

Sans doute cette libération de la recherche — conforme d'ailleurs à l'essence même du marxisme — contient-elle des risques d'erreurs, peut-elle être la source d'hésitations et de tâtonnements. Ce danger est infiniment moins grave que celui d'une sclérose de pensée. Le dynamisme de la vie politique et sociale, la variété des éléments qui la composent, la multiplication des transformations qui s'y produisent rendent nécessaires une ouverture de pensées permanente, une capacité d'analyse des faits nouveaux et une aptitude à les situer dans leur cadre propre. C'est ainsi que les partis seront en mesure de s'adapter correctement à leurs réalités nationales d'apparaître comme l'avant-garde réelle de leur classe ouvrière.

Simultanément, et en y accordant une égale valeur, le document final de la conférence de Berlin, insiste sur l'importance déterminante de maintenir et de développer la coopération et la solidarité internationaliste.

Il rappelle à juste titre que la lutte des communistes pour la transformation de la société ne peut être uniquement menée par des actions fractionnées, se déployant sur chaque terrain national, sans liaisons entre elles. « *La lutte pour le socialisme dans chaque pays et la responsabilité de chaque parti vis-à-vis de la classe ouvrière et du peuple s'accompagnent de la solidarité mutuelle des travailleurs de tous les pays, de tous les mouvements progressistes et de tous les peuples* », lit-on dans le document.

Cette double exigence de l'autonomie des partis et de leur liberté de déterminer en pleine responsabilité les voies qu'ils considèrent comme les mieux appropriées, d'une part, du maintien de la coopération et de la solidarité internationaliste d'autre part, nous paraît correspondre aux besoins du mouvement communiste et ouvrier international et s'adapter aux possibilités qui existent pour l'instant dans chaque pays. C'est d'ailleurs l'orientation que le Parti communiste de Belgique a défendue tout au cours des travaux préparatoires de la conférence.

Un autre élément intéressant du document final est celui relatif à la politique des alliances. Nous ne sommes pas en présence d'une notion nouvelle, elle se retrouve dans divers documents antérieurs du mouvement.

Toutefois elle est reprise avec une accentuation plus grande, une préoccupation d'élargissement maximum et une volonté de rompre avec une forme de sectarisme. Le texte est très net à cet égard : « *les partis communistes et ouvriers sont conscients qu'une Europe de progrès et de paix n'est concevable que comme résultat d'ef-*

forts multiples, du rapprochement, de l'entente et de la coopération des forces politiques et sociales les plus larges. Ils considèrent que le dialogue et la coopération entre les communistes et toutes les autres forces démocratiques et pacifiques sont nécessaires ».

Un élément nouveau apparaît cependant.

Après avoir rappelé à toutes les forces populaires les dommages que l'anticommunisme militant cause au développement du mouvement en faveur du progrès et de la paix ce document s'efforce de préciser la notion « anticommuniste ». Il le fait en ces termes : *« les partis communistes ne considèrent pas comme anticommunistes tous ceux qui ne sont pas d'accord avec leur politique ou qui adoptent une attitude critique envers leur activité ».*

Il y a là une volonté de faire un départage entre les adversaires avérés, les anticommunistes de principe et la masse de ceux qui sont en désaccord avec nous sur certains points ou qui critiquent certaines de nos activités. Rompant avec des tendances qui ont existé et qui existent encore dans pas mal de nos partis et qui peuvent se résumer dans la formule : ceux qui ne sont pas avec nous sont contre nous, on s'est efforcé de tracer des limites et de préciser la notion d'adversaire.

Cette mise au point est extrêmement utile au moment où il est fait appel au rapprochement et à l'entente avec les forces politiques et sociales les plus larges. Elle facilite la politique d'alliance. Elle donne à nos alliés potentiels une liberté d'attitude dont ils ont besoin pour nouer des relations et conclure avec nous des accords dans un climat libéré de la méfiance et des arrière-pensées.

Une dernière question se pose.

L'acceptation unanime par tous les participants du document final de la Conférence de Berlin signifie-t-elle que toutes les questions complexes et délicates posées au cours des travaux préparatoires soient définitivement réglées ? Il serait vain de l'imaginer.

On pourrait être tenté d'utiliser le terme de compromis. Ce ne serait pas juste et cela ne refléterait pas l'exacte réalité.

Manifestement l'accord a été réalisé sur les orientations essentielles. Mais à vrai dire on est en présence d'un processus dont le développement s'échelonne dans le temps. Il n'y a pas clichage définitif. Certaines notions admises en fonction de la situation ont besoin d'être complètement assimilées avec leurs implications multiples. Elles ont besoin d'être creusées, approfondies et avant tout d'être vérifiées par la pratique de l'action.

En raison même de la complexité des problèmes, de la variété des situations et de la mobilité de celles-ci il est utile que la discussion soit ouverte et qu'elle continue à se développer.

Le déroulement des travaux préparatoires et la conférence elle-même ont apporté un enrichissement à nos méthodes de discussion et à notre approche des problèmes. C'est un signe de la maturité de notre mouvement et de ses facultés d'adaptation.

Il faut maintenant veiller à se maintenir dans cette voie, à développer les recherches, à garder les contacts les plus étroits avec les réalités en s'appuyant sur la discussion ouverte et la critique positive.

Mao Tsé-Toung et le mouvement ouvrier

Ce n'est pas demain que l'on réussira à donner une analyse, une synthèse et une explication valables de l'œuvre et de la pensée de Mao Tsé-Toung, de l'évolution de l'homme en tant que dirigeant révolutionnaire et en tant que chef d'Etat, de l'évolution de son parti et de son pays.

Le sujet est incroyablement vaste et complexe. Il touche à un pays immense, à un peuple innombrable et divers, à des structures sociales, à une philosophie populaire, à des traditions politiques dont l'approche rationnelle nous est malaisée.

En outre, il faut bien l'avouer, les vingt dernières années de l'histoire de la Chine restent pour nous pleines de mystère.

C'est donc sans aucune prétention à l'infaillibilité que j'essaierai de parler de Mao Tsé-Toung et du rôle qu'il a joué dans le mouvement ouvrier mondial, à la lumière de l'expérience du mouvement ouvrier belge.

AMPLEUR ET LIMITES DU GENIE

C'est en tant que continuateur de la Révolution d'Octobre, par le truchement de l'Internationale communiste en premier lieu, que Mao Tsé-Toung prend place dans le mouvement ouvrier mondial.

Certes — et il l'a dit lui-même — il est parti tout d'abord d'un désir quasi-évangélique de libérer son peuple de la pauvreté. Mais cette période naïve ne dure guère. L'exemple de l'Union soviétique,

soigneusement assimilé et réfléchi, et l'étude du marxisme-léninisme font bientôt de lui un penseur et un militant révolutionnaire de haute stature, un politique avisé, un chef populaire dont les décisions ont un rayonnement mondial, et finalement le constructeur d'une société nouvelle.

Tout, dans ce que nous pouvons prétendre connaître de l'œuvre de Mao, est d'abord originalité.

Rien de dogmatique, en effet, dans la façon dont il applique à son pays la théorie marxiste-léniniste. Il n'hésite pas à attribuer à la paysannerie un rôle moteur dans le dépassement d'une révolution nationale bourgeoise à peine entamée et qui, de démocratique qu'elle était sous Sun Yat-Sen, virait à la dictature sous Chiang Kai-Shek. Il fonde, dans une province de son pays, à l'issue d'une Longue Marche qui est un chef-d'œuvre d'art militaire, une république soviétique à base paysanne, ce qui ne l'empêche pas de conférer une valeur nouvelle au rôle d'avant-garde d'un prolétariat en pleine formation et numériquement infime par rapport au reste du peuple.

En outre, n'en déplaise aux groupaillons sectaires qui s'intitulent maoïstes, Mao Tsé-Toung est un maître dans l'art des alliances. Rien de plus audacieux dans la conception et de plus efficace dans l'exécution que son alliance avec le réactionnaire Chiang Kai-Shek (grand massacreur de communistes à l'époque) contre l'envahisseur fasciste japonais. Cette alliance-là marque un tournant décisif dans l'histoire de la Chine et, il faut le dire, dans l'histoire des peuples. Elle permet au Parti Communiste Chinois de s'affirmer en tant que premier parti national, et de la sorte prépare et assure la victoire du socialisme en Chine. Elle permet la conclusion, en 1941, du pacte de non-agression soviéto-japonais, acte diplomatique d'importance stratégique, car il divise militairement parlant les forces de l'Axe Rome-Berlin-Tokyo, et assure les arrières de l'armée soviétique alors aux prises avec le plus gros des forces hitlériennes.

Durant toutes les années de lutte contre le fascisme et plus particulièrement de 1936 à 1940, la Chine et son combat ont eu un rayonnement certain dans notre pays. Les Amitiés Belgo-Chinoises, au sein desquelles feu notre camarade Albert Marteaux militait activement (il était, alors, toujours membre du Parti Ouvrier Belge) ont donné au Front de l'Indépendance et au Rassemblement National de la Jeunesse certains de leurs principaux fondateurs et de leurs meilleurs dirigeants. Tout comme à l'Espagne républicaine, le mouvement ouvrier et les démocrates de chez nous doivent payer à Mao, à son parti, à la Chine et à son peuple un tribut de reconnaissance. Je pense qu'il est utile de le rappeler, tout comme il est utile de rappeler que l'accession de la Chine au socialisme a constitué le véritable acte de décès du colonialisme classique.

Ce n'est pas tout, bien certainement, en ce qui concerne Mao Tsé-Toung. Des choses restent à dire, et nous les dirons. Dès maintenant, néanmoins, à la lumière des réussites du passé et des amertumes du présent, nous avons de quoi tracer les limites d'un génie incontestable qui après avoir atteint un niveau universel est redevenu un génie national, qui s'est volontairement coupé du mouvement ouvrier et populaire mondial, plus encore que du mouvement communiste. A l'échelle du monde — qu'on me pardonne ces termes — il pourrait être en fin de compte taxé d'une sorte de provincialisme. Au moment où il disparaît, on hésiterait presque à comparer

le grand Mao, le compagnon vénéré de la bataille historique contre le fascisme et l'impérialisme, au modeste et sage Hô Chi-Minh, qui lui a su conserver, tout au long d'un combat de libération nationale et sociale dur entre tous, ce sens de l'universalité sans lequel un révolutionnaire cesse d'être un révolutionnaire.

Pourquoi cette constatation navrante ?

Les communistes belges, et au-delà d'eux, le mouvement ouvrier belge, ont des réponses nées de l'expérience à donner à cette question.

Je vais tenter de les résumer, sans engager personne que moi-même dans cette tentative, qui on s'en doute bien n'est pas sans péril.

LE RETOUR AU DOGMATISME INFANTILE

Le virage de Mao Tsé-Toung vers un dogmatisme et un romantisme révolutionnaire infantiles dont il avait été un des plus grands pourfendeurs, vers la sclérose du marxisme-léninisme que pourtant sa pensée créatrice avait enrichi, nous a laissé incrédules durant des années, de 1957 à 1960 plus exactement.

Dès 1954, lors de son XIe congrès, notre parti avait soumis à une critique lucide la théorie de la dictature du prolétariat sur les problèmes de l'unité ouvrière et démocratique, et entamé une réflexion approfondie (particulièrement riche au congrès de Liège en 1960) qui devait aboutir, au congrès d'Ostende de 1968, à l'élaboration de thèses assez remarquables touchant le caractère pluraliste de la lutte pour une société démocratique antimonopoliste d'abord, pour l'instauration et la gestion d'une société socialiste ensuite.

En 1954, nous ne faisons peut-être, pour une bonne part du moins, que puiser à nouveau, en pleine guerre froide, aux sources du VIIe congrès de l'Internationale communiste de 1935 (le congrès de l'unité antifasciste) dominé par la pensée de Georges Dimitrov et d'autres grands militants, parmi lesquels Thorez, Togliatti et Kuusinen doivent être cités. Soit dit sans orgueil cependant, nous faisons alors figure de précurseurs dans la modeste mesure de nos moyens.

Le XXe Congrès du Parti communiste d'Union Soviétique (un des événements idéologiques les plus importants que le mouvement ouvrier mondial ait connus) nous avait encouragés à progresser dans cette voie.

Contestation de l'inévitabilité des conflits militaires mondiaux, entre impérialisme et socialisme, et plus particulièrement du conflit atomique.

Contestation de leur nécessité révolutionnaire.

Approche créatrice des problèmes de l'unité ouvrière et démocratique. Théorie et dynamisme de la coexistence pacifique, confirmés récemment entre autres par la signature des accords d'Helsinki.

Possibilité d'accéder au socialisme par des voies non sanglantes. Critique de ce que l'on appelle, en termes raccourcis et approximatifs, « le culte de la personnalité ». Et plus tard, au XXIe congrès du P.C.U.S., l'attaque frontale de Nikita Khrouchtchev, formulée en termes simples mais avec talent, contre le mythe antimarxiste du

« parti chef », du « pays chef », du « centre » révolutionnaire mondial dont les directives devraient être appliquées par tous les partis, sans égard pour les situations particulières, sans considération pour les pensées profondes des peuples concernés, pour leurs traditions nationales, pour leurs traditions de combat, pour le degré de leurs conquêtes démocratiques.

Tout cela nous paraissait — et était en réalité — infiniment précieux pour l'avenir du mouvement ouvrier et populaire mondial. Le message du XXe congrès du P.C.U.S. s'adressait à toutes les forces de paix et de progrès, et non pas aux seuls partis communistes. Ceux-ci, cependant, y trouvaient de nouvelles armes contre l'isolement où l'anticommunisme aveugle de la guerre froide avait essayé de les plonger, ainsi qu'ample matière à poursuivre leurs recherches propres, dans ce qu'elles avaient de plus original, de mieux adapté à la situation particulière de chaque pays.

Dans tout ce contexte, il nous paraissait normal de faire confiance à l'apport créateur de Mao Tsé-Toung, de son parti, de son pays. L'expérience chinoise, jusque là, était visiblement empreinte d'un souci d'unification populaire à partir de notions démocratiques et pluralistes. Sans que nous puissions en comprendre toutes les subtilités, en raison de la différence profonde — et souvent intraduisible dans tous les sens du terme — entre les structures sociales de la Chine et les nôtres, cette expérience nous inspirait un intérêt profond et une certaine admiration un peu romantique, qu'il n'y a pas lieu de renier. Le « vote d'indication » auquel nous recourons dans nos congrès en certaines occasions, est une invention du PC chinois. C'est une invention utile, car elle permet de mesurer le degré d'unité d'une assemblée sans mettre fin à la discussion. Son rappel nous rend capables, si nous songeons aux péripéties convulsives qui ont marqué la Révolution culturelle et ses lendemains, d'apprécier la distance qui sépare la Chine d'aujourd'hui de la Chine d'il y a vingt ans, de ce point de vue.

C'est en 1957, à la Conférence des partis communistes et ouvriers, que Mao Tsé-Toung amorça lui-même un tournant fatal, dans un discours haché, désinvolte dans sa présentation, que la plupart des auditeurs directs semblent avoir hésité à comprendre. Un des passages significatifs de ce discours concernait l'éventualité d'un conflit atomique mondial. Cette hypothèse, disait en substance Mao Tsé-Toung, n'était pas effrayante. La catastrophe atomique laisserait des survivants, hommes et femmes, qui auraient des enfants, lesquels pourraient repeupler le monde et y construire le communisme.

Personne, à ma connaissance, parmi les délégués de notre parti comme parmi les délégués des autres partis communistes et ouvriers, n'a été en mesure d'appréhender sur place la signification pleine et entière de cette déclaration, dont l'énormité même masquait la dialectique interne.

En 1960, à la Conférence de Moscou dite des 81 partis, après quelques incidents intermédiaires sur lesquels je n'insisterai point, la réalité commença à apparaître aux yeux de tous.

LA CONFERENCE DES 81 PARTIS

L'intervention à cette conférence de notre camarade Burnelle, président du parti et dirigeant une délégation dont Frans Vanden

Branden et moi-même faisons partie, toute laconique qu'elle fût, caractérisait bien l'enjeu du combat idéologique en cours.

Pas question d'effacer les enseignements et les hypothèses de travail du XXe congrès du P.C.U.S.

Pas question d'admettre l'existence d'un parti chef, ni de partis sous-chefs naturellement portés à prendre la place du premier.

Demande expresse, adressée au PC chinois en termes mesurés mais précis, de s'abstenir d'encourager sur le territoire de l'actuel Zaïre, des actions gratuites de guerrilla. Sans le vouloir ni le désirer, notre délégation jouait là un rôle prophétique. Les combats libérateurs de l'Angola ont démontré à quel point la solidarité internationaliste est le contraire de l'exportation de la révolution, et combien facilement les missionnaires armés de l'infantilisme gauchiste se retrouvent aux côtés des forces de la réaction, du néo-colonialisme, de l'impérialisme.

Si l'on dépouille de ses innombrables et harassantes complications polémiques le long débat de 1960, on constate qu'il était quant au fond d'une effrayante simplicité, à peine voilée par la louable volonté de compromis fraternel — mais non de compromis idéologique — de la totalité des partis présents, PC chinois et PC libanais mis à part.

La délégation chinoise, nombreuse comme un détachement d'infanterie, adoptait un comportement militaire et montait, escouade après escouade, à l'assaut de la Conférence. Le plus agressif de ses chefs était sans doute Peng-Cheng, qui devint plus tard une des victimes de la Révolution culturelle. Sous une logomachie à la fois subtile et abondamment injurieuse à l'égard des autres participants, le P.C.U.S. étant le premier visé, les porte-parole chinois ne parvenaient pas à dissimuler un plan dont on pouvait difficilement croire, à l'époque qu'ils tenteraient réellement de le mettre à exécution : soumettre au PC chinois et à ses directives l'ensemble des partis communistes et ouvriers, faire fi de l'expérience acquise par ces partis depuis le VIe congrès de l'Internationale communiste (1928 : le congrès des « Soviets partout ») et les engager dans une sorte de croisade pseudo-révolutionnaire au cours de laquelle les affrontements violents et sanglants avec la bourgeoisie et l'impérialisme, l'affrontement nucléaire en ce compris, ne seraient pas considérés comme des obstacles semés par l'ennemi de classe sur la route des masses en marche vers la paix, le progrès et le socialisme, mais bien comme des nécessités inéluctables et salutaires. Nous apprenions ainsi pourquoi nos camarades chinois étaient restés des partisans fanatiques du maintien d'un parti chef à la tête de notre mouvement.

Sur place et au moment même, l'attaque idéologique du PC chinois, alimentée par l'exégèse de sentences de Mao Tsé-Toung, se solda par un échec.

C'est sans doute la raison pour laquelle au lendemain immédiat de la conférence de 1960, l'alarme ne fut pas sonnée au sein de notre parti. Le document final de la conférence comportait pas mal d'ambiguïtés, mais il renfermait des données dynamiques intéressantes. Les partis communistes et ouvriers allaient de l'avant. Le conflit Chine-URSS autour du rappel de Chine des techniciens sovié-

tiques pouvait expliquer certains énervements passagers, et il semblait encore possible de l'aplanir.

Les membres de la délégation belge d'alors n'étaient certes pas contents. La résurgence de propos dogmatiques infantiles les inquiétait et les ulcérait. Pour les raisons que je viens d'énoncer, cependant, ils essayaient de faire à fortune douteuse bon visage, par respect pour notre parti, par respect aussi pour tous les partis frères, la critique des positions chinoises n'impliquant aucune hostilité foncière.

Très vite, nous allions apprendre que ce faisant nous nous montrions internationalistes pour deux. L'attaque dite grippiste contre notre parti commençait.

LE GROUPE « GRIPPISTE »

La subversion « grippiste » fut pensée, préparée, organisée et financée au départ de Pékin.

Si on se réfère aux textes publiés en Chine ainsi qu'aux sources de renseignements les plus sûres, c'est après mûre réflexion que notre parti avait été choisi pour être en Europe la première victime d'une offensive de subversion qui avait pour but de « reconverter » les partis communistes et le mouvement ouvrier européens. Mao Tsé-Toung en personne a participé à ce choix. Notre position géographique, notre faiblesse relative, le mépris dans lequel il tenait les cadres de notre parti motivaient cette option.

Cette première attaque devait faire, et a effectivement fait tache d'huile à l'échelle internationale.

L'histoire détaillée du groupe « grippiste » et de ses activités n'est pas l'objet de cet article. Nous nous bornerons à caractériser ses phases essentielles, ses effets, ses suites.

Tout d'abord, une phase de préparation, déjà antérieure à la Conférence des 81 partis. Des sondages d'opinion auprès de certains militants, des campagnes de dénigrement contre d'autres militants. Un travail d'intrigues qui fait soudain apparaître dans nos rangs d'authentiques gauchistes, qui entretient un esprit scissionniste à l'égard de la FGTB en particulier et du mouvement syndical dans son ensemble. Cela se passe essentiellement dans la région bruxelloise. Les milieux jeunes et estudiantins sont évidemment touchés, eux aussi, par ces manœuvres.

L'offensive se déclenche en fait et c'est significatif sur le plan idéologique, au moment où la grande grève de 1960-61 prend fin. L'essentiel, à ce moment-là, était de donner un prolongement politique et démocratique à ce mouvement contre la loi unique auquel les travailleurs organisés avaient conféré une qualité fondamentalement nouvelle, en enrichissant de façon durable la notion même de revendication syndicale. Les « grippistes » s'opposant à la direction et à l'ensemble du parti, lancèrent d'abord des militants syndicaux dans l'aventure absurde de « la grève solitaire ». Le désarroi qui s'ensuivit parmi les travailleurs concernés fut grand, et ses séquelles ne sont pas encore guéries.

En effet, tous les bavardages que nous avons connus à cette époque sur « La grève du siècle » ne sont point parvenus et ne par-

viendront jamais à masquer le fait que les « grippistes » et d'autres gauchistes d'alors ont donné un nouvel élan à une tradition néfaste, la tradition anarchisante et antisyndicale des groupaillons ultra-révolutionnaires. Tradition qui renforce les tendances droitières au sein du mouvement ouvrier, en leur fournissant des prétextes, des semblants d'argumentation et de justification.

Dès lors, c'est l'agression interne qui se développe. Elle a pour but de s'emparer de la fédération bruxelloise et de supplanter les organismes nationaux du parti. Cette agression ira loin dans la ruse, dans la basse manœuvre, dans la calomnie, dans les tentatives de discrédit d'honnêtes militants. Le groupe « grippiste » ne sera en fait battu que sur le plan idéologique grâce à un geste démocratique audacieux et inédit dans son audace : la publication d'un volumineux document dans les colonnes du quotidien du parti, et la discussion ouverte de ce document.

C'est notre congrès d'Anvers de 1963 qui consacre la rupture de notre parti avec le groupe. Celui-ci n'a pas réussi à nous empêcher de penser et d'agir en tant que communistes belges, soucieux de servir notre pays et la cause de ses travailleurs, dans le droit fil de nos meilleures traditions ouvrières et démocratiques, en nous aidant de ce qu'il y a de plus riche dans l'expérience du mouvement ouvrier mondial.

Commence alors l'attaque de l'extérieur. Elle est furieuse sur tous les terrains, elle comporte des aspects de violence physique, mais son aspect électoral mérite d'être particulièrement souligné. Disposant des moyens énormes, au moment même où notre action lors de la grève de 1960-61 et de ses lendemains devait permettre à nos listes de marquer des progrès décisifs, le groupe « grippiste » sème la confusion. Durant des années la grande bourgeoisie, ses journaux, ses mass-média se délecteront de pouvoir parler des « communistes-Pékin » et des « communistes-Moscou » ou des « communistes tendance Khrouchtchev ». Cela nous causa et nous cause encore un tort énorme. Notre rôle dans la guerre de libération antifasciste avait largement découragé les milieux de droite de nous décrire comme un parti de l'étranger. Le groupe « grippiste » et ses continuateurs ont rendu un certain souffle à cette légende, et ce n'est pas le moindre de leurs méfaits politiques. Nombreux sont encore les travailleurs ayant une réelle sympathie pour nos idées et qui hésitent, soit à devenir nos alliés, soit à devenir nos électeurs, parce qu'ils nous attribuent confusément une certaine parenté avec des groupaillons ultra-révolutionnaires dont l'action les révolte, notamment parce qu'elle s'inspire de concepts totalement inadaptés à notre réalité nationale, tant sociale que politique.

Si même on s'arrête là, le bilan du groupe « grippiste » est tout entier un bilan d'hostilité non seulement à l'égard de notre parti, mais à travers ce dernier à l'égard du mouvement ouvrier lui-même, à l'égard des militants, des groupes, des organisations populaires attachés à la cause du progrès social, à la cause de la paix, à la cause de la démocratie. La lutte pour la coexistence pacifique ? Billeversée. La marche démocratique vers le socialisme ? Illusion. L'unité ouvrière ? Manœuvre réformiste. Partout, le groupe « grippiste » ne voyait que manœuvres d'agents de la bourgeoisie, de la CIA, du « révisionnisme soviétique ». Il en a vu tellement, d'ailleurs, que ses militants les plus actifs ont fini par s'exclure les uns les

autres, sous le coup des accusations les plus fantaisistes. Ce qu'il reste aujourd'hui d'une dissidence organisée sous l'impulsion du PC chinois, c'est une poussière de petites coterie qui se désavouent mutuellement.

Il reste autre chose, cependant.

UN PARADOXE : LA PENSEE DE MAO TSE-TOUNG, ALIBI DU GAUCHISME ANTISOVIETIQUE

L'infantilisme gauchisme, l'impatience révolutionnaire n'ont été inventés par personne — et surtout point par Mao Tsé-Toung, qui a passé une grande partie de son existence militante à les combattre, après avoir fait l'expérience de leur nocivité. Ils plongent leurs racines dans la réalité objective, dans l'impatience de certaines masses devant des changements qu'elles sentent nécessaires et qui tardent à venir, freinés qu'ils sont par l'impérialisme mondial, ou par la grande bourgeoisie d'un ou plusieurs pays, et, en général, par toutes les forces de droite, où qu'elles se trouvent.

Cela, c'est vrai chez nous comme en Chine.

Cependant, lorsque le groupement AMADA - TPO (Alle macht aan de Arbeiders — Tout le pouvoir aux ouvriers) nous expose, à l'occasion des élections communales et sous l'emblème de la faucille et du marteau, qu'il faut des abris antiatomiques dans chaque commune, plus la dictature du prolétariat, plus l'armement du peuple contre une invasion soviétique imminente, nous ne pouvons nous empêcher de penser que l'impatience révolutionnaire de ses membres a été abondamment manipulée de l'extérieur. L'action d'AMADA - TPO ne répond qu'en un seul point aux données objectives de notre situation nationale, et c'est en apportant de l'eau au moulin des hommes de droite restés fidèles à l'OTAN et à la politique des blocs, de toutes les forces qui s'acharnent à faire lettre morte du Traité de Helsinki sur la sécurité et la coopération européennes, à saboter les négociations sur le désarmement.

Renvoyer dos à dos « les USA et l'URSS hors de l'Europe » et en même temps inviter le peuple à s'armer contre l'Union soviétique, c'est transposer en formules simples (et géographiquement fantaisistes mais cela est secondaire) les lignes directrices de la politique extérieure de la Chine, telle qu'elle a évolué durant les dernières années de ce que l'on peut appeler le règne de Mao Tsé-toung. AMADA - TPO, autrement dit, pratique un gauchisme d'importation, un gauchisme missionnaire, un gauchisme de croisade qui s'adapte bien à l'extrême jeunesse et aux origines chrétiennes de beaucoup de ses adhérents, et d'autant plus difficile à combattre que ses liens rationnels avec la réalité quotidienne de notre pays sont rares, ténus ou inexistantes. Il s'agit aussi d'un gauchisme facile, parce que anti-communiste et antisoviétique : la bourgeoisie ne déteste pas cela.

Le groupe «grippiste» faisait la même chose et a joué en ce sens un rôle d'initiateur. Si le flambeau « maoïste » est passé en d'autres mains, c'est sans doute que l'antisoviétisme « grippiste » avait ses limites. Il mettait en cause la politique de paix de l'URSS et le message du XXe Congrès du PCUS. Il ne mettait pas en cause la Révolution d'Octobre ni l'existence du pays de la Révolution d'Octobre.

Ce que nous appellerons par pure commodité le « maoïsme » actuel est d'autre nature. Il nie le caractère socialiste de l'URSS, assimile celle-ci aux USA impérialistes, hypothèse stratégique qui lui permet, tactiquement parlant, de devenir l'allié des forces rétrogrades, chauvines, néo-colonialistes du monde entier. La droite européenne tout particulièrement, trouve dans la politique extérieure de la Chine un appui non négligeable. Le mouvement ouvrier des pays d'Europe capitaliste ne trouve, dans la dite politique, qu'obstacles et entraves.

Encore faut-il s'expliquer sur la signification exacte que l'on donne au mot maoïsme. Je répète que l'on ne doit voir là qu'un vocable de commodité. Il ne s'agit pas de l'appellation d'une doctrine, mais bien d'une étiquette collée tant bien que mal sur un certain nombre d'actions politiques, de manœuvres, de comportements, de sentences et de mots d'ordre. Rien, dans cet ensemble confus et agressif, ne fait penser à une philosophie de la révolution et du monde tant soit peu cohérente. La remarque me semble d'importance, car elle évite l'engagement d'une lutte idéologique sans objet. L'usage que le mouvement communiste a fait du mot révisionnisme en certaines occasions a été plutôt néfaste. Quand on a parlé de titisme, on s'est trompé. Les guerres de religion sont toujours nuisibles à la réflexion constructive. A plus forte raison faut-il les éviter, quand il n'y a pas de religion du tout.

Une question se pose néanmoins : celle de savoir pourquoi, à partir d'un certain moment, la pensée créatrice de Mao-Tsé-Toung et de son parti a pu engendrer l'incohérence convulsive qui caractérise la politique extérieure de la Chine, et ce que nous connaissons de la politique intérieure de ce pays, du moins sous l'aspect des luttes de tendances au sein des organismes de direction du PC chinois et du pays.

QUELQUES REPONSES A UNE QUESTION DIFFICILE

Quand un peuple se libère à la fois, et quasi d'un seul coup, des séquelles du féodalisme, du joug colonial, des injustices d'un régime bourgeois en formation et d'une invasion étrangère, il est absolument inévitable que la conscience de son identité reconquise se teinte d'un nationalisme et d'un chauvinisme d'une qualité particulière. Surtout quand il s'agit d'un peuple plus nombreux que tout autre au monde, vivant sur un territoire immense, aux ressources potentielles gigantesques.

Si ce peuple et son pays, à peine libérés, sont frappés d'ostracisme par la majorité des pays du monde, et subissent durant de longues années la pression hostile, politiquement, militairement et économiquement parlant, de l'impérialisme le plus puissant (celui des USA) nationalisme et chauvinisme s'exacerbent et deviennent capables de s'alimenter de tout, y compris des difficultés les plus normales et les moins inattendues de la construction d'une société socialiste à partir de moyens matériels presque inexistants. Sans doute est-ce là qu'il faut trouver en partie la cause du conflit sino-soviétique, éclatant précisément autour d'un problème d'aide technique et se développant comme on sait. Sans doute est-ce là qu'il faut trouver un des liens dialectiques entre la théorie des « tigres de papier », la recherche de conflits de frontières d'importance mineure, l'entreprise d'une

croisade mondiale de subversion, la tentative désespérée du Grand Bond en Avant, l'agressivité à l'égard de la majorité des pays socialistes, le caractère étonnamment mesuré de l'aide chinoise au Vietnam, l'aide militaire aux ennemis de l'indépendance de l'Angola. Le complexe d'isolement, joint au complexe de l'orgueil national blessé, engendre difficilement une réflexion pondérée et des actions justes.

Il est cependant certain que Mao Tsé-Toung et les autres dirigeants du Parti communiste et de l'Etat chinois n'ont pas été les jouets d'un courant d'opinion populaire irrésistible. Ce courant d'opinion, ils l'ont aidé à grandir, lui ont donné des armatures théoriques (parfois contradictoires, il est vrai), et ont utilisé son pouvoir de mobilisation à diverses fins, dont toutes ne sont pas négatives, il s'en faut de beaucoup.

La Chine d'aujourd'hui n'est plus la Chine des Seigneurs de la Guerre et des grands « compradores ». C'est un pays où le peuple mange à sa faim, s'éduque, travaille, construit. On souhaiterait à ce peuple d'avoir des dirigeants moins divisés, moins enclins aux virages tactiques trop souvent inspirés par des intérêts de coterie et non par l'intérêt général du pays, sans même parler des intérêts supérieurs de la cause du socialisme, de la paix, du progrès, de l'indépendance des peuples.

Mao Tsé-Toung ne porte pas seul la responsabilité de ce qui se passe aujourd'hui et de ce qui s'est passé durant les dernières années de sa vie. Il est certain qu'il a pu être manœuvré plus d'une fois et mis devant pas mal de faits accomplis.

Ses responsabilités restent énormes, même si certaines d'entre elles, à première vue, semblent n'avoir aucun lien direct avec les faits et événements que nous avons évoqués.

La première est d'avoir accepté un culte de sa personne qui faisait de lui, non pas l'incarnation de la révolution chinoise en marche, mais bien une sorte de distributeur semi-divin de la sagesse du passé, du présent et de l'avenir.

La seconde est d'en être revenu, pour l'enseignement des masses, à la méthode chinoise du passé, idéaliste et logique, des sentences définitives. Méthode dogmatique qui n'est point sans parenté avec cet enseignement du catéchisme dont notre pensée occidentale porte toujours l'empreinte. Chez nous aussi, même dans les milieux révolutionnaires les plus lucides, la tendance à figer les découvertes les plus dynamiques en formules d'Évangile reste vivace.

La troisième est d'avoir revendiqué la direction du mouvement communiste international et d'avoir envisagé de l'obtenir au prix de la destruction de certains partis frères.

La quatrième est d'avoir rompu les liens rattachant son parti et son pays au mouvement ouvrier mondial et d'avoir permis l'élaboration d'une politique qui, bon gré mal gré, fait du peuple chinois l'allié des forces hostiles au désarmement mondial, au progrès, à la libération des peuples.

La cinquième est d'avoir patronné la Révolution Culturelle. Elle n'est pas sans rapport avec les autres.

Répondant sans aucun doute à certaines nécessités objectives, la révolution culturelle n'en perd pas pour autant l'aspect d'une révolution de palais d'énormes dimensions. Les documents que nous possédons et qui sont de provenance chinoise, ne laissent là-dessus aucun doute. Il s'est agi avant tout de « retourner » le Parti communiste chinois, de régler le compte de sa démocratie interne, de régler leur compte aussi, à certains dirigeants.

Pareilles méthodes ne sont évidemment pas de nature à établir entre le peuple et son parti, entre le peuple et les dirigeants de son pays, les rapports de confiance raisonnée et de contrôle mutuel qui, en fin de compte, sont à la base de toute démocratie en développement.

Mao Tsé-Toung semble donc avoir ouvert la porte à un nouveau développement de coutumes politiques extrémistes et cruelles héritées du passé et déjà analysées par Liou Chao-Chi en 1941, dans un rapport présenté à l'Ecole du parti de la Chine centrale, sous le titre : « La lutte interne dans le parti ». Liou Chao-Chi s'exprime en des termes classiques que nous connaissons bien. Il parle tout naturellement de bolcheviks et de mencheviks, mais surtout d'opportunistes de gauche et de droite. Il souligne avec infiniment de précision que les catégories idéologiques et politiques en question ne doivent pas être assimilées à leurs homologues d'URSS ou d'Europe occidentale, touchant leurs origines sociales du moins. L'opportunisme de gauche, selon lui, a pour manifestations principales l'exaspération permanente des discussions internes, l'intolérance brutale des militants les uns envers les autres, la propension à provoquer des scissions sous le moindre prétexte. Quant aux opportunistes de droite, il signale le talent qu'ils ont de s'exprimer mieux que quiconque en termes marxistes-léninistes choisis et il dénonce leurs méfaits : « *Ils ont développé particulièrement le sectarisme, et l'individualisme qui est issu de la société chinoise à demi féodale et est lié aux pratiques criminelles des gangsters dans la société chinoise* ».

Ce n'est là qu'une référence, et fort ancienne de surcroît. Certains faits nous font supposer qu'elle n'est pas sans valeur.

LE PEUPLE CHINOIS ET NOUS

J'en ai fini, en ce qui me concerne, de cet essai de réponse à certaines questions angoissantes.

Il me faut cependant formuler encore quelques réflexions.

L'œuvre positive de Mao Tsé-Toung reste. Le monde d'aujourd'hui porte sa marque. Certains discours chinois prononcés à l'ONU ne doivent, à aucun prix, nous masquer ce fait historique.

Le peuple chinois construit le socialisme dans les conditions qui lui sont données, et que nous souhaiterions meilleures. Mais c'est le socialisme qu'il construit, et pas autre chose. Que l'occasion lui soit fournie de retourner aux sources de la pensée marxiste-léniniste, au réalisme créateur dont Mao Tsé-Toung fut un maître à certains moments, et nous assisterons à de grandes choses.

Le Parti communiste chinois est notre parti frère. En aucune circonstance nous n'avons exprimé une quelconque velléité de rom-

pre avec lui. Même aux pires moments de la scission « grippiste », nous nous sommes gardés de prononcer à son égard un quelconque anathème.

L'esprit critique, la condamnation nécessaire de pratiques néfastes au développement du mouvement ouvrier ne nous cachent pas un objectif essentiel : reconstituer l'unité complète du mouvement communiste international, dans l'égalité fraternelle des partis, dans le respect de leur indépendance et de leur autonomie.

internationalistes pour deux ? Oui. C'est difficile, on le sait bien. C'est l'unique solution juste et praticable à la fois.

Le 22 octobre 1976.

Vient de paraître aux Editions de la Fondation J. Jacquemotte

ISABELLE BLUME

- un mémoire inédit (et inachevé) d'Isabelle Blume sur le mouvement de la paix,
- sa vie racontée en quatre longs entretiens,
- un recueil de ses principaux articles et discours,
- des notes biographiques.

Textes recueillis et présentés par José Gotovitch

264 pages — nombreuses illustrations — 425 F (plus 20 F frais d'envoi) à verser au CCP 000-0188745-80 de la Fondation Joseph Jacquemotte, 20, avenue de Stalingrad, 1000 — Bruxelles.

L'exotisme à la portée de toutes les bourses : la province de Luxembourg

Analyser les problèmes d'une province belge en restant dans les frontières de cette province est assurément périlleux.

En dépit de ces périls, nous considérons que l'analyse des classes sociales du Luxembourg, réalisée par Jean Jacqmain, présente un vif intérêt.

Dès à présent, un groupe de lecteurs des Cahiers marxistes dans la province du Luxembourg ont décidé de soumettre la contribution personnelle de Jean Jacqmain à un débat public (1). Nous espérons que leur initiative suscitera un large écho.

Les Cahiers marxistes.

Bien que l'expérience n'ait jamais été tentée, on peut sans gros risque conjecturer les résultats qu'obtiendrait une enquête sur le degré d'information des Bruxellois quant à la province de Luxembourg. Selon l'âge des interviewés, on recueillerait vraisemblablement deux types de descriptions : pour l'adulte moyen, le Luxembourg est une vaste zone de forêts, « merveilleuse terre de vacances », peuplée de sangliers et de paysans taciturnes et laborieux. Du jeune d'âge scolaire — à condition de tomber sur un « bloqueur » — on apprendrait la superficie de la province, 4.400 km², les quatre régions géographiques qui la divisent, Condroz, Famenne, Ardenne, Lorraine, la population, 220.000 personnes environ, et sans doute quelques généralités économiques : agriculture importante, « mines de fer et

(1) Ce débat aura lieu à Arlon le 15 novembre. Pour plus de précisions : Secrétariat de la Fédération du PCB, rue des Ecoles 141, 6705 Waltzing, tél. 063/21.22.20; ou rue N.D. des Grâces 76 A, 5400 Marche, tél. 084/31.27.59.

industries localisées dans le Sud ». Comme le patriotisme n'a, paraît-il, pas d'âge, un nombre raisonnable d'interviewés évoqueraient aussi Godefroid de Bouillon et son château, et surtout l'offensive des Ardennes et « l'héroïque défense de Bastogne ». De toute manière, pas grand-chose sur les Luxembourgeois et les problèmes concrets qu'ils connaissent.

Non que la province figure encore dans les atlas comme terra incognita, marquée en blanc — plutôt en vert, en l'occurrence. Outre qu'existent des cartes touristiques précises et disponibles à un prix modique, il est aujourd'hui possible de se faire une idée sur certains aspects de la situation du Luxembourg. C'est que, de plus en plus, les Luxembourgeois éprouvent le besoin de faire le point sur les réalités qu'ils vivent et de les donner à connaître. Pour diverses raisons. IDELUX (1), asbl intercommunale liée au Conseil économique de la province, fortement influencée par le PSC local, publie chaque année un « Aperçu économique » qui se transforme peu à peu en annuaire statistique, de plus en plus pauvre en commentaires des chiffres fournis. Les organisations syndicales, FGTB (2) puis CSC (3), avaient édité fin 1973 qui un « Livre blanc », qui une brochure verte analysant la structure socio-économique, dénonçant ses tares et proposant des solutions. Enfin, Monique HAIDON et Jean SIEBERTZ viennent de réaliser pour le « Courrier hebdomadaire » du CRISP (4), n° 695 et 696 d'octobre 1975, une étude très importante quoique limitée au « Sud-Luxembourg » (arrondissements d'Arlon et de Virton) qui, outre une évolution historique, donne une description exhaustive et sans complaisance de la situation économique.

I. ECONOMIE A VOL D'OISEAU

De ces différentes sources, il est possible de dégager les traits essentiels de l'économie luxembourgeoise. La *structure par secteurs* en est aberrante par rapport à l'ensemble du pays : 13 % de la population active dans le primaire, 29 % dans le secondaire et le reste absorbé par un tertiaire démesuré. Un examen des activités qui occupent cette population révèle une situation angoissante : le primaire comprend, outre l'exploitation mal organisée d'une forêt très étendue (47 % de la superficie de la province), des entreprises agricoles de petites dimensions et dont le nombre diminue régulièrement, et des industries extractives en déclin (par exemple, les fameuses « mines de fer » n'emploient plus actuellement qu'une vingtaine de personnes). Les entreprises de transformation se présentent comme une poussière de petits établissements : dans le « Sud », région la plus industrialisée et qui connaît la plus forte densité de population, seules 4 entreprises de ce secteur dépassent 100 salariés. La branche la plus active en est la construction. Phénomène récent, la multinationalisation (implantation de diverses filiales de sociétés étrangères) n'a pas encore provoqué de changements décisifs de cette texture industrielle. — Enfin, le tertiaire se développe anarchiquement dans des directions divergentes : petit commerce et banque,

(1) Avenue Nothomb 8, 6700 Arlon.

(2) Rue des Martyrs 84, 6700 Arlon.

(3) Avenue de la Gare 37, 6700 Arlon.

(4) Centre de recherche et d'information socio-politiques, rue du Congrès 35, 1000 Bruxelles.

hypermarchés, tourisme (mais en général, au niveau de l'entreprise familiale), administration. L'Education nationale est actuellement le premier employeur de la province — sauf à considérer l'ONem comme un employeur...

Le *Produit intérieur brut par habitant* est, comme on peut s'y attendre, très en retard sur la moyenne nationale, avec un écart qui se maintient (74,6 % de la moyenne nationale en 1969, 74,6 en 1974). Conséquence logique de la faible valeur ajoutée de l'activité économique que l'on vient de résumer. Corrélativement, les *revenus* sont également très en-deçà des revenus moyens nationaux, avec des disparités régionales (en 1972, le revenu par tête atteignait 88,7 % de la moyenne nationale à Arlon, et 66,3 % dans l'arrondissement de Bastogne), cependant que l'indice des *prix* à la consommation précède régulièrement d'un point l'indice national.

L'*emploi*, enfin, reste largement déficitaire. En fait, la récession s'est fait moins durement sentir dans la province que dans le reste du pays malgré certains aspects tragiques ou spectaculaires (faillites de petites entreprises dans le Nord sous-industrialisé, instauration du chômage partiel dans les « grosses » usines). Mais la relance laissera entière la faiblesse structurelle de la balance des emplois, qui, en 1970, laissait apparaître un solde négatif de plus de 23.000 unités pour une population active de quelque 80.000 personnes. Les solutions traditionnelles offertes aux Luxembourgeois sous-employés sont la migration alternante (14.000 navetteurs vers l'extérieur de la province), menacée par les rationalisations industrielles en France et au Grand-Duché, et le chômage déguisé, en régression depuis qu'un nombre croissant de femmes font savoir qu'elles désirent trouver un emploi.

Il est donc relativement aisé de broser un tableau de la situation économique du Luxembourg. Ce qui manque totalement, par contre c'est une analyse sociologique, tant pour montrer la structure de classes que détermine l'état des forces productives, que pour révéler les superstructures qui ont la responsabilité de maintenir 220.000 personnes dans l'immobilisme de leur retard économique. La complexité des rapports sociaux, d'une part, l'intérêt des commanditaires d'études, de l'autre, ont jusqu'ici cantonné la sociologie du Luxembourg à la monographie descriptive (tourisme, équipements socio-culturels, etc.). En attendant que le temps et les moyens nécessaires soient investis dans ce travail essentiel à toute action politique cohérente, je voudrais tenter d'esquisser ici une telle analyse, utilisant pour base le schéma marxiste classique des sociétés industrialisées.

II. SOCIOLOGIE A PAS DE LOUP

A. La bourgeoisie

Compte tenu de l'éparpillement traditionnel de la propriété des moyens de production dans les trois secteurs, et d'autre part de l'aliénation croissante de ces biens aux mains d'un capital « extérieur » (situé hors province), la bourgeoisie luxembourgeoise au sens strict est quasi inexistante. La *grande propriété terrienne* existe encore de-ci de-là; il s'agit surtout de domaines forestiers (40 % de la surface boisée provinciale) dont le bois est « exporté » sans grande transfor-

mation. Ce type de propriété constitue le refuge d'une collection d'aristocrates, souvent continuateurs de la tradition des dynasties mayorales dans de petites communes rurales. Les fusions leur ont porté un coup très dur.

La bourgeoisie industrielle ne s'est jamais réellement développée. Ecrasés par la concurrence des procédés modernes (le coke au lieu de la force hydraulique), les maîtres de forges du XVIIIe ont disparu au siècle dernier. Les propriétaires de l'usine d'Athus, implantée à proximité du fer de Musson-Halanzy, constituèrent une exception jusqu'au début du XXe, mais ensuite l'histoire de cette entreprise devient exemplaire. Après diverses fusions, elle est absorbée en 1945 par Cockerill. A l'époque, son équipement date déjà; il est dans le même état en 1973 et l'usine continue à fabriquer les produits les moins compétitifs et les plus sensibles à la conjoncture (ronds à béton) du groupe quand Cockerill apporte Athus à la nouvelle société Métallurgique et Minière de Rodange-Athus (MMRA), qu'il va contrôler avec Bruxelles-Lambert. Aujourd'hui, l'usine n'est plus qu'un pion dans la vaste partie de concentration que jouent les géants de la sidérurgie franco-belgo-grand-ducale (5). Les nouvelles entreprises implantées récemment n'apportent aucun changement dans la structure « nationale » du capital. En dehors des subsides généreusement — et souvent inconsidérément — distribués par les pouvoirs publics provinciaux, le capital est investi « de l'extérieur » et les bénéficiaires « réexportés », à la Cellulose des Ardennes (Cellulose d'Aquitaine) ou à L'Oréal, quand l'opération ne tourne pas à l'escroquerie pure (Lowe & Fletcher, fabricants de clés installés à Bastogne, se livraient un an après l'inauguration à un chantage « licenciements ou baisse de salaires » tout en continuant à bénéficier des aides provinciales). Même les laiteries, au départ coopératives de producteurs locaux, ont vu leur propriété et leur pouvoir de décision se concentrer pour passer finalement sous le contrôle de mastodontes (« Sud-Lait » après la « crise » de l'été 1975).

B. La petite-bourgeoisie

C'est la petite-bourgeoisie qui joue un rôle politique déterminant dans la province. Traversée de contradictions multiples, elle recherche un semblant d'unité dans le culte de certaines valeurs communes (individualisme, sens de l'effort, traditionalisme moral tant religieux que laïc, courtoisie méfiante envers l'Etat central, anti-ouvriérisme), l'affirmation de l'étiquette générique « classes moyennes » et la reconnaissance des *élites intellectuelles* comme porte-parole politique.

Cette dernière couche de notables n'est pas elle-même homogène. Aux membres de professions libérales, soudés dans leurs Ordres et constitués localement en groupes de pression (les médecins d'Arlon, qui contrôlaient la clinique des Sœurs, ont ressenti très durement le passage de l'établissement sous statut intercommunal), aux hauts fonctionnaires et magistrats (unis aux précédents dans les Clubs), aux ecclésiastiques prospères et aux officiers supérieurs s'ajoutent depuis peu les directeurs des « grandes » entreprises, invités obligés des inaugurations, Te Deum et jurys d'examens

(5) Voir l'article de Pierre Joye, « L'opération Cobepa-Frère-Bruxelles Lambert » dans « Le Drapeau Rouge » du 16 juillet 1976.

des écoles. Investis de pouvoirs ou de responsabilités politiques, ces personnages, en général, cultivent un libéralisme économique doctrinal qui ne se hisse qu'à contre-cœur jusqu'à J. M. Keynes, flattent l'investisseur américain ou le ministre bruxellois, invectivent les « chômeurs professionnels » et se montrent pleins d'énergie lorsque apparaît parmi la jeunesse le moindre signe de déviance. Faute de pouvoir économique, cette bourgeoisie au petit pied joue à se donner les frissons de la puissance politique.

Perpétuellement angoissée, coincée entre la législation fiscale, les progrès sociaux arrachés par la classe ouvrière et la concurrence sauvage que lui fait le grand capital, la couche nombreuse mais en diminution des *petits industriels* reproduit inlassablement les erreurs qui avaient emporté ses ancêtres forgerons et tanneurs. L'esprit d'entreprise, l'inventivité, l'audace même ne lui manquent pas : rien que dans le Sud, quatre entreprises détiennent des brevets pour des produits aussi divers que des faux plafonds, des escaliers à vis, des systèmes de chauffage ou des jeux de réglettes pour l'enseignement de la mathématique. Mais ces chefs d'entreprises apparaissent incurablement handicapés : incapacité à développer une politique commerciale cohérente (entre le marché luxembourgeois trop étroit et le marché mondial, ils ne parviennent pas à se faire connaître en Belgique), individualisme indéfectible qui conduit les ardoisières aux capotages successifs quand seule la fusion aurait pu les sauver, répugnance à appeler le capital étranger ou impuissance à intéresser l'Etat (mais des investissements sont indispensables pour agrandir et moderniser), mentalité rétrograde qui considère la main-d'œuvre soit comme des enfants, soit comme des demeurés, à exploiter au maximum en sacrifiant le rendement aux bas salaires.

Mêmes attitudes dans le *commerce de détail*. Pour la plupart des épiciers de village, qui se croyaient installés dans leur monopole, la stratégie commerciale se borne à tenter des procès à Carrefour lorsque le service d'autobus de cet hypermarché vient drainer la clientèle devant leur porte. A Arlon, principal centre commercial, la Grand-Rue connaît un incessant chassé-croisé tant d'exploitants, qui passent d'un emplacement à l'autre, que de vendeuses. La pratique est courante d'embaucher des « jeunes travailleuses » et de les licencier à 18 ans. Aucune préoccupation dans tout cela que le profit maximal à court terme, qui s'investit dans des modèles de consommation « bruxellois », des résidences secondaires et une spéculation foncière effrénée.

Les *paysans* enfin, font plus qu'ailleurs (et se donnent d'eux-mêmes) figure de victimes du système économique. Les cultivateurs sont minoritaires : un quart de la surface agricole. De moins en moins nombreux, privés de la main-d'œuvre salariée à laquelle la législation sociale les a fait renoncer, ils se sont tournés vers une production extensive mais sur des exploitations qui restent en-deçà du seuil de rentabilité (30 ha.). En outre, le Sud connaît le phénomène de la « friche sociale » : 40 % des agriculteurs y sont en même temps ouvriers d'usine, de sorte qu'en haute conjoncture la terre est laissée en friche ou plantée de résineux. Les agriculteurs, dramatiquement rebelles à la coopération et même au remembrement, partagent avec les éleveurs des problèmes croissants de suréquipement en engins mécaniques et en bâtiments et d'endettement correspondant; ils y ont été stimulés tant par le Génie agricole, sans

doute imbu de modèles étrangers, que par leurs « syndicats » traditionnels : on connaît les activités de banque du Boerenbond. Quant aux éleveurs, pillés par leurs pseudo-coopératives, entraînés par leurs conseillers techniques dans des aventures ruineuses (la race pie-bleue, très vulnérable à la brucellose), ils se sentent en voie de prolétarianisation sans parvenir à admettre ce phénomène et évoquent Sicco Mansholt ou Georges Debunne comme si c'étaient d'inaccessibles démons malfaisants, égaux de la grêle ou de la sécheresse. Faut-il le préciser ? l'exploitation agricole reste un bastion du patriarcat (en dépit de la responsabilité croissante qu'y doivent prendre les femmes), et la paysannerie un pilier du PSC (malgré une légère avance du Rassemblement wallon, signe d'impatience).

C. La classe ouvrière

Victime du manque d'emplois et de la sous-qualification de ceux qui existent, de la politique patronale de bas salaires (sauf dans les « grandes » entreprises), d'horaires de travail qu'aggrave la longueur des communications, des prix constamment élevés, la classe ouvrière, comprise au sens large, c'est-à-dire salariés, appointés, agents de l'Etat, apparaît elle aussi déchirée de contradictions. Pour reprendre une terminologie américaine (celle de Vance PACKARD (6), elle est stratifiée à la fois horizontalement (par sa qualification et son niveau de revenus) et verticalement selon une série de clivages non directement économiques : origine socio-culturelle, âge, sexe, type de profession, en plus de fossés idéologiques (cléricaux - anticléricaux) ou historico-culturels (Gaumais - Arlonais, Belges, - Grand-Ducaux travailleurs d'en-deçà - d'au-delà de la frontière).

Le *prolétariat industriel* proprement dit n'a jamais été homogène. La distance temporelle et spatiale par rapport au milieu paysan originel varie d'un ouvrier à l'autre; certains sont à l'usine depuis trois générations, d'autres, on l'a vu, restent « ouvriers-paysans ». Aux points de vue de la stabilité d'emploi, de la rémunération, de la liberté syndicale, peu de comparaisons sont possibles entre les travailleurs éparpillés par dix ou vingt dans les petites entreprises et le personnel « privilégié » du bastion industriel d'Athus qui cependant vit depuis dix ans dans la peur du surlendemain. Tous les moyens sont bons d'ailleurs au patronat pour maintenir cet émiettement de la conscience ouvrière : double statut des salariés de la MMRA (belge et luxembourgeois), recours à la main-d'œuvre de marchands d'esclaves français pour ne pas embaucher de chômeurs belges...

Le rêve syndical d'unité des travailleurs tourne au cauchemar lorsqu'on dirige le regard vers les appointés (*employés*). Quel rapport entre les employés de la Banque de la Société Générale, fortement organisés, et le commis de quincaillerie ? Entre la cadette serveuse-caissière-couturière-nettoyeuse-bonne d'enfants dans une boutique chic, la puînée qui travaille dans un « grand magasin » — où l'employée qui en dénonce une autre pour avoir volé des marchandises, reçoit un pourcentage du butin —, et l'aînée embauchée au GB ? Bien entendu, ces problèmes d'atomisation de la conscience de classe ne sont pas spécifiques à la province. Mais ils s'y renforcent vu la dispersion de la population (50 habitants au km²), la difficulté des communications, le poids de l'idéologie dominante. Et si, dans

(6) « The Status Seekers », New York, David MacKay, 1959.

certaines entreprises, les relations sociales sont « normales » par rapport aux régions industrielles du pays, dans beaucoup d'autres, elles restent pétrifiées au niveau « 1850 » environ.

Les *fonctionnaires* — pléthoriques — ne trancheraient pas sur leurs collègues de « l'intérieur » de la Belgique si l'individualisme, le corporatisme, le sectarisme idéologique n'étaient ici particulièrement virulents. En fait, les problèmes nationaux s'amplifient au Luxembourg car, à tout moment, les travailleurs se retrouvent au bord du même gouffre : trop de main-d'œuvre, pas assez d'emplois. Chez les enseignants, par exemple, toute menée ministérielle contre l'enseignement officiel suscite des réactions extrêmement vives car, devant les fournées de régents et d'instituteurs que les écoles normales de la province déversent sur l'ONEm, ceux qui ont un emploi se savent privilégiés. Quelle consistance peut prendre dans ces conditions l'idée du Front commun syndical ?

Passant sans aucune transition de la ferme à l'usine ou à l'hypermarché, les *femmes*, en retard par rapport à leurs compagnes de « l'intérieur », ont commencé l'occupation du marché de l'emploi. Conscientes plus qu'ailleurs du caractère « d'appoint » de leur travail, laissées longtemps à elles-mêmes par des responsables politiques plus soucieux de les maintenir au foyer que de construire des crèches (20 places à Arlon, ville de 15.000 habitants !), résignées — ou non sensibilisées — aux bas salaires, négligées trop souvent par les organisations syndicales, elles sont pourtant frappées par le chômage, traquées par les agents de l'ONEm. — Les *jeunes*, eux aussi, se trouvent de plus en plus nombreux sans emploi, taxés de fainéantise et qualifiés de profitariat par leurs aînés. M. Herman, ministre des Affaires économiques, a prouvé qu'il ne manquait pas d'aplomb en venant leur déclarer à Arlon, en mai, que s'ils ne trouvaient pas d'emplois, une des causes en était leur manque de formation adéquate aux demandes des employeurs. Pourquoi alors continuerait-on à les inciter aux humanités générales, si elles ne mènent à rien ? Ou à l'enseignement technique, si la qualification professionnelle qu'il assure ne correspond pas à des postes de travail ? Et n'y a-t-il pas, de la part de M. Humblet également, quelque cynisme à tirer la sonnette d'alarme quand il est trop tard, à décourager les jeunes de l'enseignement normal alors que la province, sous-équipée en supérieur non-universitaire, n'a presque rien d'autre à leur proposer ?

D. L'Idéologie dominante

On le sent, une société aussi morcelée pourrait connaître en permanence une ébullition anarchique de mécontentements fragmentaires. Effectivement, « les gens » sont mécontents, sans cesse, pour toutes sortes de raisons, et sur des modes différents selon qu'il s'agit d'Ardennais, de Gaumais ou d'Arlonais. Mais une série d'appareils idéologiques puissants interviennent constamment, massivement, pour donner quelque cohérence à cet agrégat d'amertumes. Si massivement, en fait, que très souvent la superstructure cache l'infrastructure et que, depuis des décennies, les luttes de classes se dissimulent derrière les combats politiques ou moraux.

Première baleine du corset de « la loi et l'ordre », l'*Eglise catholique*. Avec des nuances qui vont de l'ultra-montanisme fasci-

sant à un progressisme prudemment « suenensien », l'Eglise, appuyée sur son réseau de paroisses, son puissant système d'enseignement, ses hôpitaux, ses services sociaux, ses mouvements de jeunes, est la courroie de transmission du PSC. Face aux carences idéologiques de la laïcité et du socialisme, elle continue à alimenter le petit capitalisme local en discours charitables et réconciliateurs des classes. Stimulant les âmes vigilantes qui traquent la pornographie cinématographique, confortant les médecins hostiles à la contraception, animant les localités par ses chorales (qui se divisent harmonieusement le travail avec les troupes de majorettes et les cliques militaires), montrant son patriotisme en toute occasion, l'Eglise est présente dans tous les aspects de la vie culturelle. Et c'est elle aussi qui se charge de ramener dans le giron social-chrétien les patros ou la CSC dès que des velléités critiques se manifestent. Sur sa gauche, sous l'œil furibond des plus anciens, attendri des responsables, quelques jocistes ou prêtres de paroisses ouvrières remuent un gauchisme généreux et verbal qui foudroie équitablement les partis traditionnels mais finit, en montant en épingle des travers réels, par déforcer encore la FGTB.

Aux côtés de cette vénérable institution, *l'armée*. L'armée partout : à Arlon (deux écoles, infanterie et troupes blindées), à Bastogne, à Vielsalm et maintenant à Marche, les Allemands de l'OTAN à Sugny, les élèves marocains à Arlon, la gendarmerie dans chaque bourg. L'armée à la Maison de la Culture, au théâtre (un officier a fondé une troupe), au cinéma, au dancing, dans les rues, sur les chemins, dans les forêts, à l'école (ou l'inverse, car dans une province si démunie en vastes salles de fêtes, les mess des casernes sont toujours accueillants). L'armée et la gendarmerie ouvrant les bras aux jeunes chômeurs et chômeuses. L'armée égayant le Luxembourg à l'aide des Ballets du Burundi. L'armée engloutissant à Stockem l'eau que lui fournit Arlon, bloquant pour ses « carrière » un quartier d'habitation dans une ville où sévit la crise du logement, expropriant la terre à Marche, se fournissant en gros hors province sans rien y dépenser que la solde des miliciens. L'armée en pays conquis, mais constamment citée comme gage de prospérité (à Marche, par exemple, la Défense nationale affirma que la nouvelle base amènerait des créations d'emplois — alors que les militaires revenant d'Allemagne demandaient que des emplois existent déjà sur place pour leurs épouses !).

Publiques ou privées, les institutions ou associations qui assument la *culture* (au sens étroit) pataugent dans les ambiguïtés. Il est aveuglant qu'existent ici deux cultures, l'une pour l'élite et l'autre pour le peuple, mais le problème n'est pas si simple. A la Maison de la Culture d'Arlon, éléphant ruineux laborieusement élevé à la gloire du PSC, la gauche constamment minorisée avait cédé le terrain en attendant des élections qui chantent; cependant, les spectacles marginaux que la Maison subsidie à l'occasion sont un ballon d'oxygène pour les intellectuels progressistes — La restauration d'édifices anciens : défense du patrimoine populaire ou piège à touristes ? — La promotion des dialectes, théâtre en gaumais et à présent tentatives de sauvetage du francique au pays d'Arlon : maintien des modes d'expression prolétariens ou folklorisme inoffensif ? — Les « fêtes » des jeunes, artisanat, crêpes paysannes, violoneux et Vuile Mong : rejet de la consommation bourgeoise ou repli individualiste travesti en gauchisme militant ?

La *politique* locale vole aussi bas que l'on peut s'y attendre. Nous avons remarqué précédemment que les débats nationaux prennent souvent ici une ampleur démesurée; mais en même temps le vocabulaire politique change fréquemment de sens en franchissant les 190 kilomètres qui séparent Bruxelles d'Arion. Dans maints villages, les libéraux anticléricaux constituent la « gauche » et se nomment tels; il n'y a guère, on les y qualifiait encore d'orangistes : l'attitude de leurs ancêtres en 1830 n'est pas oubliée. — A Saint-Mard, banlieue « rouge » de Virton, le fief michélien, la conscience socialiste ne dépasse guère le repas totémique : un curé midi et soir. Et après les élections de 1974, le PSB conclut triomphalement une alliance au conseil provincial avec le PLP et le RW, évinçant ainsi les catholiques de la députation permanente pour la première fois depuis 1888.

Faut-il le préciser, le syndicalisme a bien du mal à affirmer son autonomie politique, bien que la FGTB — assise du socialisme local — tâche inlassablement à remettre les problèmes sociaux sous le nez du PSB, et que la CSC, atterrée de sa défaite aux élections sociales, semble pencher à gauche vers le front commun.

Enfin, comme en matière économique dont les décisions se prennent à Liège, à Bruxelles, à Paris ou plus loin, le Léviathan qui, de tout son poids, serre le couvercle de l'étouffoir luxembourgeois se trouve en dehors de la province. C'est l'*Etat centraliste*, chacun l'éprouve sans cesse. Non que les Luxembourgeois soient particulièrement fédéralistes : peu se sentent wallons, la Flandre leur semble un fantôme qui ne s'incarne que dans les touristes et les militaires, et les lamentables palabres des conseils culturels, régionaux ou économiques régionaux n'intéressent personne. Mais le Luxembourgeois est pénétré du sentiment que sa vie est réglée « là-haut », comme on dit en Gaume. Prétexte commode qui justifie tous les échecs, bien sûr : si une entreprise capote, c'est par manque de subsides, si un terrain de sports ne s'ouvre pas, c'est que « là-haut », « on » ne veut pas le financer. Mais à tout moment de la vie courante revient le leitmotiv : « Il faut demander à Bruxelles » ou « Allez voir à Bruxelles ». C'est vrai pour tous les provinciaux, évidemment; mais de quel chef-lieu de province faut-il deux heures et demie pour se rendre dans la capitale ? A Arion, où un libraire très chrétien refuse de commander chez Maspéro, nul ne reprendrait à son compte la formule du dictateur Huerta : « Pauvre Mexique, si loin de Dieu et si proche des Etats-Unis ». Le Luxembourg est sans doute près de Dieu, mais beaucoup trop éloigné de Bruxelles.

III. RECAPITULATION

On s'en sera rendu compte, il n'y a guère d'efforts de mise à jour à accomplir pour appliquer à la réalité sociologique luxembourgeoise les analyses du « *Manifeste du parti communiste* » de 1848 (7). Je pense au passage suivant : « A ce stade, le prolétariat forme une masse disséminée à travers le pays et émiettée par la concurrence. S'il arrive que les ouvriers se soutiennent par l'action de masse, ce n'est pas encore là le résultat de leur propre union,

(7) Marx et Engels « Manifeste du Parti communiste » Editions Sociales 1966, page 44.

mais de celle de la bourgeoisie qui, pour atteindre ses fins politiques propres, doit mettre en branle le prolétariat tout entier, et qui possède encore provisoirement le pouvoir de le faire. Durant cette phase, les prolétaires ne combattent donc pas leurs propres ennemis, mais les ennemis de leurs ennemis, c'est-à-dire les vestiges de la monarchie absolue, propriétaires fonciers, bourgeois non industriels, petits bourgeois... ». N'y reconnaît-on pas les ouvriers des petits villages, utilisés comme clientèle électorale par le médecin libéral pour « tomber » le hobereau catholique ? Ou les familles prolétaires, « unités de consommation » comme disent les bons économistes, enjeu passif de la lutte que se livrent le dragon Carrefour et les « Classes moyennes » (FECLALUX ! on dirait le nom d'un chevalier de la Table Ronde) ?

Mais il est d'autres analyses que nous aurions tort de négliger. En 1961, Frantz Fanon, examinant les prétendues bourgeoisies nationales qui prenaient la relève des colonisateurs dans les nouvelles républiques africaines, les décrivait comme suit : « La bourgeoisie nationale prend la place de l'ancien peuplement européen : médecins, avocats, représentants, agents généraux, transitaires. Elle estime, pour la dignité du pays et sa propre sauvegarde, devoir occuper tous ces postes. Dorénavant, elle va exiger que les grandes compagnies étrangères passent par elle, soit qu'elles désirent se maintenir dans le pays, soit qu'elles aient l'intention d'y pénétrer. La bourgeoisie nationale se découvre la mission historique de servir d'intermédiaire. Comme on le voit, il ne s'agit pas d'une vocation à transformer la nation, mais prosaïquement à servir de courroie de transmission à un capitalisme acculé au camouflage et qui se pare aujourd'hui du masque néocolonialiste.

« La bourgeoisie nationale va se complaire, sans complexes et en toute dignité, dans le rôle d'agent d'affaires de la bourgeoisie occidentale. Ce rôle lucratif, cette fonction de gagne-petit, cette étroitesse de vues, cette absence d'ambition symbolisent l'incapacité de la bourgeoisie nationale à remplir son rôle historique de bourgeoisie.

« L'aspect dynamique et pionnier, l'aspect inventeur et découvreur de mondes que l'on trouve chez toute bourgeoisie nationale est ici lamentablement absent. Au sein de la bourgeoisie nationale des pays coloniaux l'esprit jouisseur domine. C'est que sur le plan psychologique elle s'identifie à la bourgeoisie occidentale dont elle a sucé les enseignements. Elle suit la bourgeoisie occidentale dans son côté négatif et décadent sans avoir franchi les premières étapes d'exploration et d'invention qui sont en tout état de cause un acquis de cette bourgeoisie occidentale.

« A ses débuts la bourgeoisie nationale des pays coloniaux s'identifie à la fin de la bourgeoisie occidentale. Il ne faut pas croire qu'elle brûle les étapes. En fait elle commence par la fin. Elle est déjà sénescence alors qu'elle n'a connu ni la pétulance, ni l'intrépidité, ni le volontarisme de la jeunesse et de l'adolescence. » (8). Que d'analogies aveuglantes avec les « élites dirigeantes » luxembourgeoises, malgré des différences indéniables : par exemple, cet esprit d'entreprise persistant mais brouillon que nous avons observé.

(8) Frantz FANON, « Les damnés de la terre », Paris, Maspéro, « Cahiers

Et encore. Sans chercher des références auprès des mouvements régionalistes français (on peut difficilement soutenir que les Luxembourgeois constituent une minorité nationale à un autre titre que les Wallons, exception faite des cantons germaniques des arrondissements d'Arlon et de Bastogne, arbitrairement coupés du Grand-Duché en 1839), arrêtons-nous aux études pénétrantes qu'élabore depuis quelques années le Centro di Ricerche Economiche e Sociali sul Meridione (CRESM), implanté en Sicile et en Italie du Sud (9). Considérant le pillage des matières premières et le drainage de la main-d'œuvre inemployée au bénéfice du Nord du pays, puis de l'étranger, considérant aussi les hésitations du grand capital italien : investir dans le tourisme ou créer des pôles industriels sans retombées locales, Lorenzo Barbera et ses compagnons du CRESM décrivent le Mezzogiorno comme une « colonie intérieure » de l'Italie. — Or, le Luxembourg aussi fournit son eau et son bois à l'état de matière première et à des prix dérisoires, exporte massivement sa main-d'œuvre (outre les navetteurs, 60.000 personnes, jeunes adultes pour la plupart, perdues définitivement par émigration en un siècle). Et les capitalistes « extérieurs » et leurs partenaires locaux hésitent également entre la « merveilleuse terre de vacances » et l'implantation de filiales qui, déduction faite de salaires définis comme faibles, renverront leur valeur ajoutée à la maison mère.

Au demeurant, il y a cinquante ans déjà, Gramsci dans « La Question méridionale » indiquait comme perspective dans son pays l'unification des masses ouvrières du Nord et les masses paysannes du Sud, sous l'égide de la classe ouvrière.

S'obstinera-t-on encore, à Bruxelles ou à Liège, aux sièges des partis et des syndicats, à répéter aux camarades du Luxembourg que leurs problèmes n'ont rien de particulier ?

IV. HAPPY END ?

Pour bien faire, il faudrait jeter quelques touches de couleur sur ce tableau peint en sombre. Des militants progressistes du Luxembourg, on pourrait dire comme Oscar Wilde du condamné de la « Ballade de la geôle de Reading » : « Jamais je n'ai vu un homme guetter d'un œil si avide cette petite tente bleue que les prisonniers nomment le ciel ». A tout le moins, il faut relever les fissures hésitantes qui commencent à marquer l'édifice; mais à l'heure actuelle, il paraît hasardeux de désigner la principale.

Le *prolétariat industriel*, tout d'abord, fait preuve ces derniers temps d'une combativité inattendue si l'on avait cru les brochures où le gouverneur Brasseur vantait sa docilité auprès des investisseurs étrangers. A Marloie, successivement l'occupation de Scapi, filiale spécialisée (pièces de robinets) qu'une société bruxelloise désire liquider, puis le passage en autoproduction de Hanin-Maréchal, fabrique de collants dont le patronat a mis la clé sous le paillasson. Si, à l'usine d'Athus, les ouvriers ont fini par se faire au régime du chômage partiel — moins bien les jeunes chargés de famille, que handicapé davantage le manque à gagner — la ferme-

(9) Revue bimestrielle « Meridione - Città e campagna », Baracca Martin

ture d'un des hauts fourneaux avait provoqué une explosion de colère incontrôlée, dirigée surtout, il faut le dire, contre la délégation syndicale FGTB, accusée de mollesse et de collusion.

En *milieu agricole*, les empires de l'Alliance et des Unions professionnelles commencent à chanceler. Prenant conscience, à l'occasion de l'affaire du camp militaire de Marche, qu'ils sont sans cesse bernés par leurs « syndicats », un nombre croissant d'agriculteurs se sont mis à se rencontrer régulièrement en assemblées libres à Libramont, pour débattre de leurs problèmes et développer — enfin ! — une solidarité. Ils se veulent indépendants de toute organisation, même s'ils acceptent l'appui de l'Union des exploitants familiaux, très faible, il est vrai, dans la province. Leurs analyses de leur condition prennent de plus en plus de clarté : des petits producteurs laitiers se reconnaissent comme salariés des coopératives et commencent à réclamer un statut social correspondant.

Les « *jeunes* » enfin, étudiants, salariés, sans emploi, se retrouvent dans une même lassitude vis-à-vis des modèles que leur proposent, via leurs familles, leurs enseignants ou leurs patrons, les « élites » locales. Particulièrement brouillonne et vague, leur contestation s'est déjà heurtée plusieurs fois à une répression décidée : lors des affaires de drogue à Arlon et à Virton, bien sûr, mais la gendarmerie sort aussi les mitraillettes quand une poignée d'élèves-ingénieurs techniciens manifestent pour la revalorisation de leur diplôme. Eparpillés depuis ceux qui ne ratent pas une « manif Espagne » à Bruxelles jusqu'aux partisans obsédés du retour à la nature (une valeur à laquelle la plupart des Luxembourgeois s'affirment attachés, quitte à vider leurs ordures en lisière des bois, le prix des sacs-poubelles d'Arlon atteignant un record), les jeunes ont bien du mal à sélectionner des thèmes communs. Jusqu'ici — hors des mouvements catholiques traditionnels — aucune tentative de les mobiliser durablement n'a abouti. Une référence négative générale toutefois : le rejet de toutes les organisations politiques « officielles ».

Certains signes d'espoir clignotent aussi dans le *petit monde des partis*. A Marche, la constitution d'un Mouvement d'union des progressistes dont les activités retiennent l'attention de travailleurs manuels comme d'intellectuels. Au Sud, la persistance d'une aile gauche du PSB, soucieuse de changements économiques, ouverte à des perspectives d'union de la gauche, voire de rassemblement des progressistes si la démocratie chrétienne parvient un jour à exister dans la province. A la veille des élections dans les « nouvelles entités » conçues pour favoriser la droite, stratégies progressistes et intérêts individuels se sont affrontés durement. Mais à ceux et celles qui luttent pour que le Luxembourg sorte à la fois du XIXe siècle et de son statut semi-colonial, le tunnel reste long.

Architecture et Société

Notre collaborateur, Jacques Aron, publie aux éditions du CIAUD (1) un essai de théorie de l'architecture intitulé « Architecture et Société ».

L'extrait que nous en donnons ci-dessous traite des conditions dans lesquelles l'architecture originale de Victor Horta a pu se développer et de sa signification.

L'essai tout entier s'efforce de situer l'action de l'architecte dont l'idéologie bourgeoise exalte la soi-disant liberté créatrice comme l'expression de dons individuels alors qu'elle est étroitement liée aux rapports sociaux.

Les transformations de l'architecture dans la dernière décennie du XIXe siècle mettent fin à la tentative d'incarner l'ascension de la bourgeoisie dans les modèles officiels proposés par les bâtiments représentatifs du jeune Etat belge. Entre la grande peur que suscita la révolution de 1848 et les années 80, le développement de l'état bourgeois connut une période suffisamment stable pour que son ascension économique puisse prendre l'apparence d'une suite de chérubins joufflus qui accomplissent sans efforts les travaux de la mine, de la forge, du port et s'adonnent aux arts les plus divers sur la frise qui ceinture la Bourse de Bruxelles.

Le sommet de cette architecture officielle est sans conteste le Palais de justice de la même ville. Là non plus, il ne s'agit pas du rêve d'un architecte malade ou mégalomane, mais de la conclusion dénaturée d'un courant utopique qui avait traduit l'épopée révo-

(1) Centre d'Information de l'Architecture de l'Urbanisme et du Design (CIAUD), 158, rue de Livourne, 1050 Bruxelles. Prix : 270 F. On peut se le procurer en versant cette somme au CCP 000-0188745-80 de la Fondation Joseph Jacquemotte, 1000 Bruxelles.

lutionnaire de 1789 en projets aux proportions démesurées. Aprement critiqué pour les dépenses qu'il entraîne, le Palais de justice sera, des années durant, l'objet de conflits entre le roi Léopold II, l'Etat et la Ville et de débats parlementaires. Dans le mémoire justificatif publié après le décès de Poelaert par l'ingénieur qui lui fut associé (2), il est écrit qu'à moindres frais « la nation n'aurait pu se glorifier d'avoir doté sa capitale d'un monument digne de sa renommée artistique; tandis qu'en maintenant le projet tel qu'il a été proposé par son auteur, elle a prouvé une fois de plus qu'elle sait encourager avec une sollicitude égale les travaux des artistes qui contribuent à la gloire du pays, et ceux de ses ingénieurs, civils et militaires, qui assurent sa prospérité et sa sécurité. La Belgique, après avoir reconquis en 1830 son indépendance politique, s'est attachée d'abord à l'affermir et à créer le magnifique réseau de voies navigables, ferrées, pavées ou empierrées, qui sillonnent le pays et développent partout les sources de richesses répandues en abondance sur son territoire; mais après avoir ainsi assuré le libre développement de ses intérêts matériels, la nation n'a pas oublié le culte réel qu'elle a toujours voué aux arts, et c'est avec un sentiment de juste fierté qu'elle voit aujourd'hui s'élever dans la capitale un monument nouveau, digne de figurer à côté de ceux que les siècles passés lui ont légués et qui couronne fièrement le cinquantième anniversaire de son indépendance ».

C'est par rapport à l'architecture de Poelaert et de ses contemporains que l'art d'Horta apparaîtra comme particulièrement novateur.

Une récente étude (3) a parfaitement montré ce qu'Horta doit encore à la tradition académique dont il est issu, mais qu'il dépasse par l'emploi dynamique des axes de composition, à l'art nouveau d'origine étrangère et à l'emploi du métal.

C'est le propre des grands créateurs d'opérer une synthèse originale avec ce que le passé et le présent leur offrent. Encore faut-il que cette création qui est le fruit du hasard, trouve un récepteur social pour l'accueillir. Faute de quoi, elle reste inexploitée, incomprise, et ne demeure, au mieux, qu'à titre de curiosité historique. Par bonheur pour Horta, la bourgeoisie, ou plus exactement une fraction de celle-ci, va se saisir de son architecture, pour exprimer ses énormes ambitions à travers elle. Si Horta a pu écrire que « la façade était le champ clos dans lequel les architectes et les matériaux s'escrimaient » (4), elle était aussi, dans une ville en pleine expansion comme Bruxelles, le long de ses artères nouvelles, la manifestation d'une présence sociale.

LE HASARD ET LA NECESSITE SOCIALE

Cette couche de la bourgeoisie, suffisamment dynamique pour mettre sa foi dans un art novateur, c'est la bourgeoisie radicale bruxelloise. On ne peut manquer d'être impressionné par la coïncidence entre la percée révolutionnaire de la forme d'Horta et la

(2) F. Wellens. Le nouveau palais de justice de Bruxelles. Imprimerie Leys. Bruxelles 1961. Les guides Baedeker de l'époque renseignent Poelaert et Wellens comme auteurs communs de l'œuvre.

(3) V. Horta — Architectonographie — A. Hoppenbrouwers, J. Vandenbreeden, J. Bruggemans — Ed. Confédération Nationale de la Construction, 1975.

(4) Idem.

période pendant laquelle cette couche de la bourgeoisie sera la plus revendicatrice et la plus audacieuse. Devant la nécessité pour elle de réduire la puissance de la fraction la plus conservatrice, cléricale, encore fortement ancrée à la propriété terrienne, la bourgeoisie radicale sera conduite à nouer des alliances avec la classe ouvrière, notamment lors des grandes luttes pour le suffrage universel.

En 1893, pendant l'année où Horta dessine ses premières œuvres vraiment originales et entre autres la maison du professeur Tassel, attaché au bureau d'études de Solvay, se déroule dans le pays la première grande grève politique pour le suffrage universel. Elle force le remplacement du vote censitaire par le vote plural avec scrutin majoritaire à deux tours. Paradoxalement, ce changement aboutit à l'écroulement de la représentation politique radicale.

La fraction libérale va donc se trouver privée d'une influence politique correspondant au poids économique qu'elle est consciente de représenter. Elle sera, dès lors, contrainte de renouer périodiquement avec la classe ouvrière, malgré la crainte que lui inspire celle-ci. A la suite des pressions revendicatrices répétées, la loi électorale sera une nouvelle fois amendée. Les élections de 1900 verront les libéraux augmenter leur influence politique. Leurs revendications s'atténueront, encore que la menace d'une nouvelle alliance avec la gauche lui serve périodiquement d'arme contre une fraction conservatrice qui s'obstine toujours à refuser le suffrage universel pur et simple. « Ainsi donc, dans un Etat où le commerce et l'industrie sont les éléments dominants de sa prospérité, on en est arrivé à faire une loi instituant des privilèges réservés uniquement aux possesseurs de propriétés foncières.

Si les ouvriers se sont légitimement soulevés contre un pareil régime, pensez-vous, par hasard que la bourgeoisie commerçante et industrielle le supportera éternellement ? A tous les griefs qu'elle a contre le gouvernement cléricale, vient se joindre cet autre grief d'être traitée par la législation électorale d'une façon dangereuse pour ses intérêts ; car il est dangereux de forcer outre mesure l'influence électorale des campagnes et le protectionnisme agraire, si redoutable pour notre développement industriel ! » (5).

Nous nous sommes moins éloignés d'Horta qu'il n'y paraît. L'auteur de ces lignes compte d'ailleurs parmi ses clients. Car il est bien l'architecte de cette bourgeoisie industrielle et commerçante, de ses hôtels de maître comme de ses grands magasins. La décision de lui confier les plans de la Maison du Peuple s'inscrit aussi dans le contexte politique que nous venons d'évoquer. Il la doit à ses amis Hallet, Furnémont, Vandervelde. Il construira d'ailleurs encore pour les deux premiers. Le jugement qu'il portera sur eux dans ses mémoires n'est peut-être pas tellement flatteur : « Nous étions des 'rouges' sans avoir pensé pour cela à Marx ou à ses théories dont il n'était d'ailleurs question que depuis que tous ces amis libéraux étaient passés au parti socialiste, pour y gagner des mandats qu'une stérile opposition doctrinaire leur refusait » (6). Solvay participa au financement de cette Maison du Peuple.

(5) Discours du député radical Féron à la Chambre, 1904. Cité par C. Renard. La conquête du suffrage universel en Belgique. Ed. Fondation J. Jacquemotte. Bruxelles 1966.

(6) Mémoires d'Horta — cité dans V. Horta. Architectonographie (voir note 3).

L'ARCHITECTURE RADICALE : TRIOMPHE ET DECLIN

C'est bien dans le climat passionné de ces années que le Parti ouvrier qui vient de voter la Charte de Quaregnon, et les industriels libéraux en pleine ascension, trouvèrent l'audace de se dégager rapidement de nombreux poncifs architecturaux. Tout ceci n'enlève rien aux qualités d'Horta mais explique comment s'est constitué le terrain où son œuvre a pu grandir.

L'audace dans l'emploi du fer n'était pas prisee de tous.

Madame Van Eetvelde, « nouvelle arrivée dans la vie bruxelloise... regardait serre et salon de l'œil amusé du connaisseur de style Louis XVI... qu'il était de bon ton d'admirer dans le monde qu'elle fréquentait. Car c'était là l'ennuyeux... le style moderniste, par la Maison du Peuple, et surtout par le fer apparent, élément principal, mais grossier et misérable, ce modernisme était peuple... » note plaisamment Horta dans ses mémoires (7).

Horta saura pourtant l'atténuer, ce choc que procure l'intrus en le mariant à la pierre et surtout en l'enveloppant dans cette arabesque issue du monde végétal, véritable contrepoint à l'esthétique de l'industrie.

Une main-d'œuvre artisanale qualifiée — que le capitalisme lui-même va détruire — concourt à la richesse de l'expression plastique. Son coût de plus en plus élevé ne laisse cette architecture qu'à la portée des plus riches. Horta se flatte d'être l'architecte le plus cher.

Aussi les jours de cette architecture seront bientôt comptés. La fraction radicale a terminé sa cure d'opposition. Devant les dangers du mouvement ouvrier qui s'est considérablement renforcé, la bourgeoisie se resoude et revient aux formes les plus traditionnelles. Ensor qui avait raillé Léopold II, sourd aux grandes revendications populaires : le service personnel, l'instruction obligatoire, le suffrage universel, sera annobli. Victor Horta aussi. Son œuvre perd son souffle. Ses dernières œuvres purement académiques rejoignent celles de ses débuts. Si la guerre 1914-18 marquera la rupture entre deux époques, la flamme d'Horta s'éteint déjà vers 1908.

Son œuvre restera liée de très près à l'ascension de cette bourgeoisie industrielle, appuyée sur le développement des moyens de production les plus modernes et sur le commerce. Mais le capitalisme ne renouvelle pas seulement les moyens de production et les techniques, il bouleverse constamment les rapports sociaux.

La deuxième moitié du XIXe siècle est l'époque où fait irruption sur la scène politique le prolétariat qui n'est au début que ce « Gulliver ouvrier soulevé sur son coude au milieu des palais, des tribunaux, des systèmes philosophiques et des codes, si bien que les spécialistes de la beauté eussent préféré voir cette brute disproportionnée se recoucher sagement pour que l'harmonie, vous savez, la divine harmonie reprît son cours, s'apaisassent les lignes que le mouvement sacrilège déplace et que l'on pût continuer dans les beaux parterres domestiqués ce concert idéal d'instruments anciens et parfois qu'écoutent avec un bruit de bonne compagnie les gens de belles manières, chez qui l'âme est visible comme le costume est beau et qui savent apprécier les nuances des rubans qu'ils achètent et celles des sentiments qu'on leur prête » (8).

(7) Idem.

(8) L. Aragon - Courbet. Ed. Cercle d'Art.

C'est parce que cette contradiction entre la bourgeoisie et la classe ouvrière ira en s'amplifiant, imprimant à toute chose son empreinte, que cette architecture originale, cadeau du génie d'Horta aux nouveaux promus de l'industrie, ne connaîtra qu'une brève floraison.

Cette architecture allait se révéler totalement inapte à répondre aux besoins pressants des grandes masses de travailleurs rassemblés dans les villes.

Après la première guerre mondiale, dans un nouveau rapport des forces sociales en présence, c'est l'Etat et son cortège d'organismes parastataux qui prendront en charge le logement dit « social ». Son appellation d'origine le définit mieux : l'habitation à bon marché, concession du pouvoir aux nouvelles poussées revendicatives.

Les nostalgiques verront l'architecture d'avant-guerre comme un arbre opulent, celle d'après-guerre comme son squelette décharné. Architecture pour qui ?

DEUX CONFERENCES-DEBATS DU CERCLE D'EDUCATION POPULAIRE

(Maison des 8 heures, place Fontainas, 1000 Bruxelles, à 20 h)

Lundi 15 novembre

Georges Snyders

professeur à l'Université de Paris V

LES ENFANTS DE PROLETAIRES ET L'ECOLE

Lundi 29 novembre

Le Juge Pascal

LE PUBLIC FACE A LA JUSTICE

Participation aux frais : 75 F. — Renseignements : 02/218.55.84.

EN DIAGONALE

LE CONTRAT D'EMPLOI : UN ENJEU QUI CONCERNE TOUS LES TRAVAILLEURS

Le monde des employés est inquiet. Cette fois, le gouvernement et le patronat s'attaquent *directement* au statut même des employés, techniciens et cadres, c'est-à-dire au contrat d'emploi.

Il es donc question de mettre au chômage *partiel* les employés alors que c'était jusqu'à présent chose impossible.

La loi sur le contrat d'emploi interdisait cela sauf en cas de « force majeure » (par exemple : incendie, catastrophe, etc.).

A présent, après le plan dit de relance qui a bloqué les conventions collectives et les manipulations successives de l'index, voilà que le gouvernement veut *en fait* briser la combativité récente mais déjà bien ancrée des appointés. Au nom d'une soi-disant volonté de sauver des entreprises en difficulté et aussi — comble de l'hypocrisie — par mesure de « solidarité » vis-à-vis des ouvriers, les patrons et le gouvernement désirent profiter de la crise pour détruire une conquête fondamentale du mouvement syndical.

En effet, les « avantages » du statut des employés, techniciens et cadres restent pour les ouvriers un objectif à atteindre à court terme : les préavis notamment plus longs portent en soi une plus grande stabilité d'emploi.

Au lieu d'harmoniser vers le haut, la liquidation progressive du contrat d'emploi opérerait un nivellement *par le bas* entre les statuts ouvriers et employés. Par des arguments démagogiques, on tente aussi d'opposer les ouvriers et les employés : « Il faut que chacun fasse les mêmes sacrifices », « les employés sont des privilégiés », etc...

Comme on le voit, il ne s'agit certainement pas pour le Syndicat des Employés, Techniciens et Cadres (SETCa) de la FGTB de défendre un quelconque privilège corporatiste, mais bien de se battre pour sauver ce qui reste par ailleurs un objectif pour les syndicats ouvriers. En plus, et qui oserait en douter, à travers la mise au chômage partiel des employés, le patronat songe à barrer la route à la syndicalisation remuante et souvent très combative du monde appointé.

Les éléments trop actifs pourraient se retrouver dans les files des chômeurs partiels. Ils seraient ainsi isolés de leurs collègues d'entreprise...

L'organisation syndicale SETCa se méfie également du curieux argument suivant lequel une entreprise en difficulté serait sauvée par cette mesure.

Ou bien l'entreprise est agonisante et ne faut-il pas tôt ou tard procéder à son enterrement ?

Ou alors il s'agit d'un mauvais passage et est-ce en demandant à la communauté de financer le chômage partiel des employés qu'on

sauvera l'entreprise ? Le SETCa, tenant compte de l'expérience globale du monde du travail, se montre fort sceptique.

Comme le disait François Janssens, secrétaire national du SETCa : « ... dans les entreprises où la production est totalement arrêtée pendant un certain temps, certaines tâches administratives ou d'encadrement doivent être accomplies.

Si nous considérons les entreprises plongées dans des difficultés insurmontables, voire à la veille de la fermeture, nous constatons que le recours à la mise en chômage partiel des ouvriers depuis de longs mois, voire des années, n'empêche pas la disparition de ces entreprises, et que la mise au chômage partiel de certains employés, techniciens et cadres, ne constituerait, dès lors qu'un emplâtre sur une jambe de bois... »

Nous touchons également ici du doigt un problème de conscience pour les syndicalistes : faut-il A N'IMPORTE QUEL PRIX tenir en « vie » (?) certaines entreprises ? N'importe quel prix signifie licenciements nombreux, chômage partiel, blocage ou même réduction d'appointements... Un système capitaliste peut-il, oui ou non, garantir le plein emploi ? Les syndicalistes doivent-ils, au nom de la défense d'un certain emploi accepter n'importe quoi, n'importe quel rafistolage ? Ne convient-il pas de rendre à chacun ses responsabilités ? Le système capitaliste qui gère notre pays n'est-il pas le SEUL responsable de SA crise ? Ces questions se posent à travers la nouvelle mise en cause d'acquis sociaux tel le contrat d'emploi. Il ne peut être possible d'y répondre par quelques slogans ou quelques professions de foi.

Les différentes sections régionales du SETCa ont tenu de grandes assemblées générales de militants pendant le mois d'octobre afin de sensibiliser, informer et mobiliser les employés, techniciens et cadres. Après une sérieuse information, il n'a pas été question pour les militants employés de céder le moins du monde à cette nouvelle offensive de la réaction, mais bel et bien d'y opposer une nouvelle et vigoureuse combativité.

Des arrêts de travail un peu partout dans le pays ont concrétisé, fin octobre, la solidarité avec les 47 appointés des ACEC de Herstal mis en chômage partiel par la direction.

De son côté, la Centrale nationale des employés (CNE-CSC) a répondu à cette mobilisation croissante par une prise de position très nette et rejoignant celle du SETCa.

Une rude bataille s'annonce à l'horizon et qui s'insère profondément dans les luttes de tous les travailleurs.

Albert FAUST.

FAUTE DE GESTION

C'est un jugement curieux et intéressant que vient de rendre le Tribunal de commerce de Charleroi, en retenant *une faute de gestion* contre les cinq administrateurs d'une société faillie.

En deux mots, il s'agit d'une petite firme sidérurgique, l'Union des Acières de Charleroi (UNIAC), déclarée en faillite voici trois ans.

Une requête en concordat ayant été refusée, les curateurs désignés de la firme intentèrent une action en justice, visant à faire condamner les administrateurs de l'UNIAC comme responsables de la faillite.

Il apparaît à la lecture des attendus du tribunal que la gestion de l'entreprise a été caractérisée des années durant par l'inertie : maintien de fabrications traditionnelles, alors que la concurrence se révélait redoutable sur ce terrain, absence de recherches techniques, absence d'études de marché ou de rentabilité, absence de prospection commerciale et surtout absence d'investissements. Si des contacts sporadiques ont eu lieu avec des pouvoirs publics, des organisations syndicales ainsi qu'avec d'autres entreprises afin de trouver une solution aux difficultés de l'UNIAC, rien n'indique que le moindre effort ait été fourni par les administrateurs pour empêcher la fermeture de l'entreprise. Les pouvoirs publics semblaient disposés à renflouer la firme; mais rien ne leur a été demandé. A tout cela s'ajoutent diverses irrégularités tendant à masquer la gravité de la situation.

Puisque aucun des administrateurs, ni même le commissaire-reviseur, ne s'est, à aucun moment, désolidarisé de l'action (ou de l'inaction) du conseil, le tribunal les considère tous six comme responsables de la faillite.

Jugement curieux, car, à notre connaissance, il innove en la matière. Jugement intéressant, car il confirme que, contrairement à la légende répandue par les champions de la libre-entreprise, initiative privée et gestion médiocre peuvent aller de pair. Le Bulletin de la Banque Nationale de Belgique ne dit pas autre chose quand, dans sa livraison de septembre, il acte les difficultés subies par de nombreux cas individuels d'entreprises, « *difficultés dont l'origine réside, en grande partie, dans des défauts de gestion* ». Le Bulletin de la Banque Nationale ajoute : « Ces questions touchent à la préparation, à la formation et au mode de sélection des dirigeants, à la répartition des pouvoirs de décision au sein de l'entreprise et aux sanctions des erreurs de gestion », et il s'interroge même sur la validité de « la politique industrielle des pouvoirs publics et des grands groupes financiers ».

De fait, si le Tribunal de Charleroi sanctionne les fautes de gestion d'une entreprise, il ne s'agit en l'occurrence que d'une entreprise fort modeste. Or, les conséquences sociales qu'entraîne une mauvaise gestion sont d'autant plus considérables que l'entreprise est vaste. Et les exemples d'inertie, de négligences graves, de mauvaise gestion *dans le chef de holdings ou de trusts* sont notoires. Bornons-nous à évoquer la manière dont la puissante Société Générale a laissé périlcliter le Val-Saint-Lambert, à rappeler le comportement de la même Société Générale ainsi que du Groupe Empain envers les ACEC, abandonnés à Westinghouse. Les conséquences sociales et économiques de ces fautes patronales pèsent encore d'un poids très lourd sur les régions de Liège et de Charleroi, sur tout le pays.

C'est pourquoi le jugement du Tribunal de Charleroi mérite de retenir l'attention : ses attendus constituent autant de raisons pour relancer ou renforcer l'action en faveur du contrôle ouvrier sur les entreprises.

LE DOSSIER NUCLEAIRE

Un rapport établi par la Commission royale britannique sur la pollution de l'environnement vient de remettre en question le recours massif à l'énergie nucléaire. Il recommande que soient intensifiés les travaux de recherches consacrés aux autres sources d'énergie (charbon, vent, soleil, marées) dont une meilleure utilisation permettrait de diminuer de moitié les besoins en réacteurs conventionnels et de retarder de cinquante ans l'utilisation de procédés entraînant la production de plutonium (surrégénérateurs) que le pays devrait éviter aussi longtemps que possible en espérant que ce choix ne soit jamais nécessaire.

En Belgique, il en va autrement. Non seulement le rapport rédigé par la commission dite « des sages » créée par le ministre des Affaires économiques, André Oleffe, donne le feu vert à la poursuite du programme des centrales nucléaires dotées de réacteurs PWR (licence Westinghouse) établi par les trusts de l'électricité, mais il formule le vœu que notre pays s'engage aussi vite que possible dans la voie des surgénérateurs « *technologie nouvelle qui ouvre de belles perspectives à l'industrie belge* ».

Ce choix est-il « sage » ? Au moment où la multiplication des centrales nucléaires suscite, en Belgique comme ailleurs, inquiétudes, appréhensions et surtout de multiples questions, la *Revue nouvelle* a confié à une équipe composée de spécialistes de diverses disciplines et de divers milieux, du secteur privé comme du secteur public, ayant ou non collaboré aux travaux des sages, le soin d'établir un dossier permettant de prendre connaissance des multiples aspects du problème.

Car ce problème, il faut que le public puisse en mesurer la portée. « Non seulement le « choix nucléaire » constitue un véritable choix de société comportant une gamme de risques très sérieux, pouvant aller — et c'est là qu'il se révèle d'une tout autre nature — jusqu'à menacer l'humanité dans son existence, mais c'est un choix qui risque d'être irréversible, enclenchant des processus qu'il ne sera guère possible de stopper ».

« Ce dossier nous paraît d'autant plus important, souligne la *Revue nouvelle*, qu'aux lacunes du rapport des sages répond une volonté chaque jour plus nette du secteur privé de refuser tout débat véritable... Bien sûr, un examen approfondi du problème nucléaire et un large débat démocratique prendront du temps. Et les partisans du choix nucléaire parlent précisément de l'urgence, agitant la menace d'une pénurie prochaine d'électricité. Cet argument n'est pas fondé, puisque les seules mines du Limbourg suffiraient, pour plusieurs années encore, à répondre à une demande d'énergie, même en très forte croissance. »

Ceux qui réclament ce débat cèdent-ils à une peur irraisonnée devant le Progrès avec un grand P ? « Que répondre à cette question sinon qu'une certaine peur est entièrement justifiée ? La peur des scientifiques, par exemple, devant le problème non résolu de l'amoncellement et du stockage, dans quelques années, de milliers de tonnes de combustible irradié et hautement radioactif, restant dangereux pendant des milliers d'années. Mais aussi la peur légitime de n'importe quelle communauté de voir un petit nombre de dirigeants

prendre sans la consulter et sans lui ouvrir vraiment TOUT le dossier, des décisions qui engagent gravement son avenir... De toute façon, dans un régime qui se proclame démocratique, refuser un large débat public, c'est indiquer qu'on a quelque chose à cacher. Ce serait pour le gouvernement, comme pour les électriciens, se disqualifier. Surtout sur une question « vitale », au sens littéral du terme. »

Energie nucléaire. Un choix « sage » ? Numéro spécial, septembre 1976, de *La Revue nouvelle*. — 240 F.B.

FORUM SUR LA R.F.A.

La situation intérieure en Allemagne fédérale, la liberté d'opinion, les interdits professionnels : tels seront les thèmes d'un forum organisé le samedi 27 novembre, de 18 à 24 heures à Bruxelles, par le Cercle du Libre Examen. Il se tiendra aux Facultés de sciences humaines de l'U.L.B., 6, avenue Paul Héger.

On sait qu'aujourd'hui, à Munich ou à Hambourg, la seule critique de la loi, l'appartenance à une organisation étudiante, à une association non violente, l'objection de conscience, l'abonnement à certains journaux, la vie en maison communautaire, et surtout l'affiliation au parti communiste peuvent être interprétés comme la participation à des entreprises visant à « saper l'ordre fondamental, libre et démocratique ». Par application du décret du 28 janvier 1972, ces comportements peuvent justifier la révocation d'un membre de l'administration.

Dès à présent, une chasse aux sorcières est organisée dans certains Länder : interrogatoires, écoutes, filatures, constitution de fichiers et de répertoires photographiques. Ce climat n'est d'ailleurs pas limité à la seule administration.

C'est pour prendre la mesure du phénomène et attirer l'attention vigilante des démocrates qu'est organisé le forum. Des juristes, des économistes, des syndicalistes, des journalistes, des fonctionnaires de la République fédérale allemande y participeront; plusieurs films seront projetés et même un buffet est prévu. (Tél. : 02/647.56.65)

**RENOUVELEZ DES A PRESENT
VOTRE ABONNEMENT POUR 1977
AUX CAHIERS MARXISTES**

Les souscriptions pour l'année prochaine qui seront effectuées **avant le 30 novembre 1976** bénéficieront d'une réduction: abonnement ordinaire à 400 F. — abonnement jeunes à 200 F.

A partir du 1er décembre 1976, et pour toute l'année 1977, l'abonnement annuel est fixé à 500 F (Belgique)
600 F (étranger)

Tarif spécial pour moins de 25 ans : 250 F (Belgique)

Tous les abonnements annuels donnent droit à l'envoi de dix livraisons, les Cahiers ne paraissant pas en juillet-août.

Versements à effectuer au CCP n° 000-0188745-80 de la Fondation Joseph Jacquemotte, avenue de Stalingrad 20, 1000 Bruxelles.



**les
Bons d'épargne
CGER 
ça rapporte!**

CAISSE GENERALE D'EPARGNE ET DE RETRAITE

On peut encore se procurer le numéro spécial des C.M.

« L'UNIVERSITE : UNE CRISE DANS LA CRISE »

en versant 100 F au CCP 000-0188745-80 de la
Fondation Joseph Jacquemotte, avenue de Stalingrad 20,
1000 Bruxelles.

Ce numéro a été réalisé par une équipe de militants
engagés dans le combat pour la démocratisation de
l'enseignement supérieur — enseignants, chercheurs,
étudiants.

Au sommaire :

- L'université de papa, par Jean Puissant
- L'expansion universitaire, par Michel Godard
- L'université au purgatoire, par Etienne Dedye
- La recherche scientifique, par Marc Baus
- Du projet Humblet-De Croo au vote de la loi-
programme, par Pierre Gillis
- Enseignement et société, par Rosine Lewin
- Université et lutte de classes, par Marc Rayet
- Faire de l'enseignement supérieur et de la recherche
un axe de lutte pour un pouvoir anti-monopole,
par Marc Rayet

Auteur-éditeur responsable et correspondance :

Rosine Lewin / rédacteur en chef
Avenue de Stalingrad, 18-20, 1000 Bruxelles

50 F